

## Recensions / Reviews

- KELLY, STÉPHANE, sous la direction de. *Les Idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Par Michel Bock 195
- LEROUX, MANON. *Les silences d'Octobre. Le discours des acteurs de la Crise de 1970*. Par Raymond Hudon 198
- VAUGHAN, FREDERICK. *The Canadian Federalist Experiment: From Defiant Monarchy to Reluctant Republic*. By Samuel V. LaSelva 200
- PÉTRY, FRANÇOIS, sous la direction de. *Le Parti québécois – Bilan des engagements électoraux, 1994-2000*. Par Guy Lachapelle 202
- KELLY, PAUL, ed. *Multiculturalism Reconsidered: Culture and Equality and Its Critics*. By H. D. FORBES 204
- BLATTBERG, CHARLES. *Shall We Dance? A Patriotic Politics for Canada*. By Jayson Maclean 205
- MAILLÉ, CHANTAL. *Cherchez la femme. Trente ans de débats constitutionnels au Québec*. Par Jocelyne Praud 206
- REDDEN, CANDACE JOHNSON. *Health Care, Entitlement and Citizenship*. By Patricia O'Reilly 209
- PÉRODEAU, GHILÈME ET DENYSE CÔTÉ, sous la direction de. *Le virage ambulatoire : Défis et enjeux*. Par Michèle Clément 210
- CLEMENT, WALLACE AND LEAH VOSKO, eds. *Changing Canada: Political Economy as Transformation*. By Lois Harder 212
- URMETZER, PETER. *From Free Trade to Forced Trade: Canada in the Global Economy*. By Anita Krajnc 213
- LEWIS, TIMOTHY. *In the Long Run We're All Dead: The Canadian Turn to Fiscal Restraint*. By Geoffrey Hale 215
- HACKER, JACOB S. *The Divided Welfare State*. By Cenk Aygul 216
- HUBER, EVELYNE AND JOHN D. STEPHENS. *Development and Crisis in the Welfare State: Parties and Policies in Global Markets*. By Rodney S. Haddow 218
- BRUNEL, SYLVIE. *Famines et politique*. Par Dominique Caouette 219
- CHALIAND, GÉRARD, sous la direction de. *Les stratégies du terrorisme*. Par Dany Deschenes 222
- RAY, MARCELLA RIDLEN. *The Changing and Unchanging Face of U.S. Civil Society*. By Raymond Struyk 225
- SØRENSEN, GEORG. *Changes in Statehood: The Transformation of International Relations*. By Lee-Anne Broadhead 227
- ZWEIG, DAVID. *Internationalizing China: Domestic Interests and Global Linkages*. By Yijiang Ding 228
- VALLÉE, ANNIE. *Économie de l'environnement*. Par Marcel Filion 229
- KLAUSEN, JYTTE AND CHARLES S. MAIER, eds. *Has Liberalism Failed Women? Assuring Equal Representation in Europe and the United States*. By Sylvie Arend 232
- ALEXANDER, GERARD. *The Sources of Democratic Consolidation*. By Christopher Kam 233
- CUNNINGHAM, FRANK. *Theories of Democracy: A Critical Introduction*. By Michael Pepperday 235
- HONIG, BONNIE. *Democracy and the Foreigner*. By Andrew M. Robinson 236
- BARNARD, F. M. *Herder on Nationality, Humanity and History*. By Margaret Moore 238
- DRASSINOWER, ABRAHAM. *Freud's Theory of Culture: Eros, Loss, and Politics*. By Donald L. Carveth 239

- RAY, DONALD I. AND P. S. REDDY, eds. *Grassroots Governance? Chiefs in Africa and the Afro-Caribbean*. By Sandra Maclean 240
- CAMERON, DAVID R. AND JANICE GROSS STEIN, eds. *Street Protests and Fantasy Parks: Globalization, Culture, and the State*. By Nicolas Baxter-Moore. 241
- JACQUES, DANIEL. *La révolution technique – Essai sur le devoir d'humanité*. Par Lise Boily 243
- LÉVY, PIERRE. *Cyberdémocratie. Essai de philosophie politique*. Par Daniel Tremblay 246

**Les Idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique.**

Stéphane Kelly, sous la direction de

Coll. « Prisme »

Québec : Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.

Depuis environ une quinzaine d'années, on assiste à l'émergence d'un nouveau paradigme (ou d'une nouvelle « sensibilité historique ») parmi les chercheurs et les intellectuels du Québec et du Canada français. Cette nouvelle sensibilité propose une critique, parfois virulente, des interprétations « canoniques » de la Révolution tranquille et de ses conséquences véritables. Entre le paradigme « moderniste » des années 1950 à 1970, qui faisait le procès de la tradition culturelle et religieuse du Canada français, aussi puissante qu'hostile à la modernité, croyait-on, et le paradigme « révisionniste » des années 1970 à 1980, qui minimisait l'importance de cette tradition pour voir en le Québec une société « moderne » et « normale » depuis le 19<sup>e</sup> siècle, une nouvelle génération de penseurs propose une troisième voie, celle d'un dialogue plus serein avec le passé, la mémoire et la tradition. Dans le cas particulier des historiens, cette « nouvelle sensibilité » a permis de renouer avec l'histoire intellectuelle, politique et religieuse, repoussée à la marge, dans une certaine mesure, par l'histoire dite « sociale » et les méthodes d'analyse quantitative de plus en plus répandues dans les milieux universitaires à partir des années 1960. En même temps, devant l'interprétation structurelle de la société qu'ont développée les sciences sociales et qui réduit parfois l'humanité à un rouage parmi tant d'autres à l'intérieur d'un vaste « mécanisme » social, elle a tenté de réhabiliter l'« idée » comme moteur de l'histoire, ainsi qu'une certaine conception de l'homme responsable de son propre destin. La quête de sens en est venue à dominer les préoccupations intellectuelles de cette nouvelle école qui, par le fait même, s'inscrit en faux contre le fractionnement et la spécialisation à outrance qu'elle croit constater dans les travaux des chercheurs « révisionnistes ».

La plupart des adeptes de la « nouvelle sensibilité historique » sont nés dans la foulée, voire au lendemain de la Révolution tranquille et ne dissimulent pas leur déception face aux promesses non tenues de ses artisans. En rejetant les fondements historiques de l'identité canadienne-française, en évacuant de la sphère publique le questionnement spirituel et l'idée même de la transcendance, en reléguant aux oubliettes le sens que véhiculait la tradition, n'a-t-on pas, comme le craignait déjà Pierre Vadeboncoeur, jeté les bases d'une société sclérosée, technocratisée et repliée sur elle-même? Telles sont les interrogations des partisans de la « nouvelle sensibilité » qu'abordent, chacune à sa façon, les réflexions contenues dans ce recueil.

L'ouvrage comporte trois grandes parties et un « épilogue ». La première section, intitulée « La sortie du révisionnisme », rassemble des textes de Ronald Rudin, Gérard Bouchard et Louis Rousseau. Que l'on ait choisi Rudin pour lancer le bal n'a rien de bien surprenant : c'est à lui qu'on doit le terme « révisionniste » dans le sens que lui prêtent les collaborateurs du recueil. Dans *Making History in Twentieth Century Quebec*, étude qui a jeté un pavé dans la mare des historiens en 1997 et dont les échos ont été retentissants, Rudin prenait à partie les chercheurs de la génération des années 1970 et 1980 et leur reprochait d'avoir transposé dans le passé du Canada français le paradigme territorial et politique très actuel de la nation « québécoise ». En réduisant à rien la dimension ethnoculturelle de ce qu'on appelait autrefois la nation « canadienne-française », ces historiens, soutenait Rudin, avaient sombré dans une certaine forme de présentisme, voire d'anachronisme. Ici, Rudin s'emploie à dresser un parallèle entre l'œuvre des « révisionnistes » du Québec et celle de leurs collègues irlandais. Il constate que, durant les années 1960 et 1970, les chercheurs ont minimisé l'importance des aspects les plus tragiques de l'histoire d'Irlande pour n'y voir que l'évolution d'une société « normale ». Cette approche historiographique aurait en même temps approfondi le fossé entre les historiens et le grand public, aux yeux duquel l'oppression étrangère et les luttes nationales conservaient toute leur pertinence.

La décision d'inclure dans ce recueil un texte de Gérard Bouchard surprendra peut-être certaines personnes. Celui-ci ne figure-t-il pas parfois parmi les cibles de la « nouvelle sensibilité »? Si ses analyses diffèrent de celles des révisionnistes en ce sens qu'il reconnaît le rôle de premier plan joué par les élites traditionalistes dans le façonnement du Québec, il n'hésite pas à présenter l'héritage religieux et nationaliste du Canada français comme le résultat d'une « pensée équivoque » et un obstacle à l'édification d'une nation politique, civique et territoriale cimentée par le lien commun de la langue française. C'est justement cette dévalorisation de la tradition et du passé canadiens-français du Québec que la génération des « postrévisionnistes » s'emploie à critiquer. Dans le contexte de ce recueil, la perspective de Bouchard n'en est pourtant pas moins intéressante : selon lui, la critique du projet modernisateur qu'incarnait la Révolution tranquille signale l'effritement de la charge symbolique des mythes fondateurs qu'elle véhiculait (venus eux-mêmes se substituer aux « mythes dépressifs » d'avant 1960) et de la « pensée radicale » qui y avait donné naissance. Le Québec se retrouverait, de nos jours, à la fin d'un cycle et à la croisée des chemins.

Dans le dernier texte de cette section, Louis Rousseau donne un compte rendu fort intéressant de son propre parcours professionnel. À la fin des années 1960, alors que l'intérêt des chercheurs se déplaçait de plus en plus vers l'histoire « sociale » et les analyses matérialistes et quantitatives, Rousseau choisit de consacrer sa carrière d'historien au phénomène religieux. Ses efforts de recherche, cependant, ne se limiteraient pas à l'étude de « l'appareil ecclésiastique », mais engloberaient en même temps l'examen des croyances populaires. Le catholicisme, selon cette perspective, n'était pas réduit à une superstructure ou à un mécanisme d'aliénation : il s'agissait, d'abord et avant tout, d'un facteur à part entière dans le mouvement de l'histoire. Rousseau constate, aujourd'hui, que « [l']objet religieux est en train de s'introduire dans le cercle des questions jugées pertinentes par une génération immergée dans une société essoufflée par sa fuite en avant dans la rationalité instrumentale » (54). S'il s'en réjouit, il s'inquiète toutefois de ce que la nouvelle génération d'historiens du religieux ne dispose pas des mêmes repères que celles qui l'ont précédée et qu'elle devra s'orienter dans un univers de signes qui lui seront de plus en plus étrangers. Malgré tout, ce témoignage révèle l'ampleur de la dette qu'ont contractée les postrévisionnistes envers les Rousseau, les Savard, les Hamelin et les Voisine, pour n'en nommer que quelques-uns, eux qui ont couru le risque d'œuvrer dans une certaine marginalité en s'intéressant à l'histoire religieuse et intellectuelle.

Dans les deux prochaines sections, (« Dialogues avec la tradition » et « La technocratie, la sensibilité historique et les idéaux politiques ») la parole est donnée aux (plus) jeunes. Le texte fort percutant d'Éric Bédard et Xavier Gélinas propose une « Critique d'un néo-nationalisme en histoire du Québec ». Les auteurs soulignent les insuffisances des historiens révisionnistes qui, selon eux, s'obstinent à ne voir dans le passé que les traces du présent. Le paradigme territorial québécois, l'américanité profonde du Québec, sa laïcité, voilà la grille d'analyse qui aurait orienté leurs recherches. Le sens qu'avaient donné les générations précédentes aux phénomènes qui les entouraient et au monde qu'elles habitaient, selon la perspective révisionniste que récuse Bédard et Gélinas, n'aurait rien à nous transmettre ou à nous apprendre qui soit de quelque valeur. En dernière analyse, c'est le rapport au passé et la mémoire qui s'en trouvent menacés.

É.-Martin Meunier, pour sa part, s'interroge sur la « nouvelle sensibilité » des « enfants du Concile », ceux qui sont nés durant ou au lendemain du Concile Vatican II, qui fut à l'origine d'une réforme importante des pratiques et de la culture religieuses au Canada français et ailleurs dans le monde. Selon lui, les chercheurs qui ont fait de la Révolution tranquille le point tournant de l'entrée du Québec dans la modernité oublient que plusieurs des réformes qui furent adoptées durant les années 1960 s'étaient inspirées de l'œuvre de réformistes catholiques, au sein même de l'Église, dès

les années 1950. Le « cléralisme » fut souvent critiqué « au nom d'un idéal de chrétienté », mais on en est venu, à la longue, à confondre cléralisme et « religion tout court » (101). La reconnaissance des forces progressistes qui ont animé les milieux catholiques avant et durant les années 1960 doit, selon Meunier, nous pousser à rejeter la dichotomie tradition/modernité qui oriente trop souvent les analyses de la Révolution tranquille et à adopter le schéma institution/organisation. Les institutions cléricales et « paracéricales », pour ainsi dire, ont perdu du terrain face à l'organisation étatique québécoise de plus en plus puissante : voilà le sens de la Révolution tranquille.

Dans un texte sur la genèse de la sociologie au Québec, Jean-Philippe Warren abonde dans le même sens. Bien des historiens considèrent les premiers balbutiements des sciences sociales comme une entreprise traditionaliste et réactionnaire faisant l'apologie de systèmes aussi contraires à la modernité que le corporatisme social, par exemple. Pourtant, celui-ci représente une tentative d'adaptation à l'industrialisation et à l'urbanisation, ce qui en consacre la modernité. Warren déplore que la sociologie contemporaine, celle qui s'est développée à partir des années 1960, ait liquidé le cadre humaniste dans lequel œuvraient les pionniers des sciences sociales au Québec. Le résultat, c'est que la discipline, aujourd'hui, traverse une crise de spécialisation à outrance après avoir été réduite à une simple « entreprise technocratique de la gestion de la société » (114).

Toujours dans le même ordre d'idées, Marc Chevrier s'interroge, quant à lui, sur la « perte des humanités chez les juristes québécois ». Le principe du bien commun, cultivé parmi les juristes depuis l'Antiquité romaine, semble, d'après l'auteur, avoir cédé le pas, depuis les années 1960, à une conception qui fait de la pratique du droit un « tournoi juridique » : ayant sombré dans « l'utopie techniciste » (136), le système juridique ne retient plus que le respect des procédures comme seul critère de validité. Cependant, « rendre un jugement qui soit à la fois compatible avec le droit et la morale politique de la communauté est bien autre chose que de se réfugier derrière la procédure » (p. 141), déplore Chevrier. Jean Gould, dans son article sur « La genèse catholique d'une modernisation bureaucratique » reprend plusieurs des idées soulevées ci-dessus, mais fait surtout écho au texte de Meunier. En rejetant à son tour la dichotomie tradition/modernité, il constate dans la réorganisation des structures cléricales urbaines avant 1960 un système qui, sous l'impulsion de la doctrine sociale de l'Église, deviendrait un « mouvement de professionnalisation [et] de rationalisation administrative et financière » (167). Les communautés religieuses, en particulier, étaient de véritables « multinationales » relativement indépendantes du pouvoir politique, voire épiscopal, qui pouvaient puiser à même une vaste expérience internationale et se constituer « comme des bureaucraties ». La Révolution tranquille, plutôt que de représenter l'entrée du Québec dans la modernité, a plutôt signalé le transfert des responsabilités institutionnelles de l'Église à une organisation étatique « techno-bureaucratique » (167). Enfin, Stéphane Kelly examine les origines historiques de la « société thérapeutique », dans laquelle les élites s'arrogent la responsabilité de proposer diagnostics et pronostics à une société qu'elles estiment malade. La politique, la religion, la consommation, tout cela devra dorénavant promouvoir le « bien-être » des masses. Celles-ci, cependant, seraient foncièrement irrationnelles et incapables de trouver seules le chemin du bonheur. C'est donc le grand principe de la liberté individuelle que menace la société thérapeutique. L'auteur en arrive à une conclusion surprenante : l'histoire du Québec au 20<sup>e</sup> siècle n'est pas celle de son adhésion tardive ou normale au libéralisme, mais plutôt « celle de sa liquidation définitive » (190). Il fonde en même temps beaucoup d'espoir sur la « nouvelle sensibilité » qui, selon lui, tente de réintroduire dans le débat l'idée de la liberté politique et le sens des responsabilités individuelles.

Dans sa conclusion, Christian Roy, au lieu de parler de la « nouvelle sensibilité », rebaptise le phénomène « uchronie », terme qu'il emprunte au penseur Charles Renouvier, pourtant issu du 19<sup>e</sup> siècle. L'uchronie, explique Roy, qui semble prendre

beaucoup de plaisir à frôler parfois la science-fiction, est la recherche de la « pluralité des histoires possibles » (212). Autrement dit, il s'agit d'une façon de revaloriser la conjoncture et, par le fait même, les choix, conscients ou non, de l'homme dans le déroulement de l'histoire, plutôt que de s'en remettre entièrement au fatalisme matérialiste des interprétations structurelles. En recourant à une analogie superbe, Roy résume de la manière suivante la principale motivation des postrévionnistes : « Ce que la "nouvelle sensibilité historique" reproche au fond à la Révolution tranquille, c'est précisément d'avoir bétonné cette terre arable de notre héritage, avec ses faiblesses et ses forces – dont au premier chef celle d'exister, pour construire à sa place la grande autoroute du Progrès, bordée de serres hydroponiques industrielles où il n'y a de place que pour une culture hors-sol sans racines et sans goût, ne nourrissant guère son homme » (213).

Le constat est fort pessimiste. D'aucuns reprocheront sans doute aux postrévionnistes de faire de la Révolution tranquille une autre « Grande Noirceur ». Mais cette nouvelle école a bien raison de s'interroger sur la disparition du sens des finalités dans le débat public contemporain et de vouloir établir un rapport plus sain avec le passé et la tradition, qui sont bien plus que de simples archaïsmes dont il faudrait se libérer afin de « progresser », comme on les a trop longtemps présentés. Le commentaire de Roy ci-dessus laisse cependant transparaître une unanimité et une unité d'action parmi les postrévionnistes qu'ils ne possèdent peut-être pas. Ce mouvement est éclaté : si certains cherchent à revaloriser la tradition afin d'y trouver de nouveaux (ou d'anciens) repères sociaux, d'autres veulent plutôt faire ressortir les éléments les plus progressistes de la société dite « traditionnelle », alors que d'autres, comme Stéphane Kelly, voient dans la « nouvelle sensibilité » une occasion de ressusciter le libéralisme politique! Gérard Bouchard a sans doute raison d'affirmer que les « idées maîtresses [de la "nouvelle sensibilité"] ne sont pas encore toutes formulées et [qu']on la caractérise plus facilement par ce qu'elle rejette que par ce qu'elle propose » (38-39). Les réflexions intéressantes et parfois fascinantes que contient ce recueil contribueront sans doute à un débat universitaire et social important.

MICHEL BOCK *Centre de recherche en civilisation canadienne-française,  
Université d'Ottawa*

### **Les silences d'Octobre. Le discours des acteurs de la Crise de 1970**

Manon Leroux

Coll. « Études québécoises »

Montréal : VLB éditeur, 2002, 173 p.

Un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire politique du Québec, la Crise d'octobre 1970, mérite sûrement, plus de trente ans après les événements, des analyses inscrites hors des créneaux partisans et idéologiques. Manon Leroux propose sa contribution propre à cette entreprise au moyen d'une analyse du discours des acteurs, « répartis en cinq grandes catégories : les militants, les gouvernements, les forces de l'ordre, les observateurs privilégiés et les victimes ». (108) Les interventions sont recensées dans trois quotidiens montréalais (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal*, auxquels s'ajoute *Allô Police*), sur trois décennies découpées en trois périodes distinctes : de janvier 1971 à juillet 1973, de 1973 à 1982, et de 1980 à 2000. Les éléments significatifs d'un corpus de 272 interventions sont tout d'abord présentés dans les trois premiers chapitres du livre. Par la suite, les principaux résultats de l'analyse apparaissent au chapitre 4, articulés à la mesure, entre autres, du poids relatif des diverses catégories d'acteurs – déjà énumérées, et au sein desquelles domine nettement le groupe des militants – et de l'importance respective des thèmes qu'ils traitent : « l'affaire Cross (22 mentions); l'affaire Laporte (58); le FLQ (92); la Loi sur les mesures de guerre (70); la gestion politique de la Crise (73); la gestion militaire et policière de la

Crise (51); la Crise d'octobre vécue dans la société (38); la Crise d'octobre vécue dans le milieu politique (10); les médias et la Crise (15) » (page 114).

L'objectif énoncé d'entrée est d'étudier la mémoire des acteurs, « au départ plus profondément ancrée chez le sujet », cette « mémoire directe », telle que rapportée dans les journaux, et ainsi faire l'historique du discours de ces acteurs. (9-10). Formulée en ces termes, l'intention apparaît somme toute modeste, ce qui ne la rend pas pour autant inintéressante. En effet, mettre de l'ordre dans les multiples discours, écrits et analyses concernant Octobre 1970 constitue une œuvre utile pouvant servir d'appui à des travaux d'un autre niveau. Toutefois, cette déclaration d'ouverture comporte ses propres silences, qui s'ajoutent à ceux qu'évoque le titre. Ainsi, c'est vraiment à la fin de l'exercice qu'est admis, presque sur le mode de la déception, que l'on cherchait au fond autre chose derrière le discours des acteurs : « Le discours des acteurs d'Octobre, essentiel mais incomplet, indispensable mais parfois douteux, est truffé de silences. Ces silences ont donné, depuis 30 ans, l'occasion aux imaginations de s'emballer, ont ouvert la porte aux plus folles élucubrations comme à des théories plus modestes » (141).

Bien consciente que « le travail de l'historien est de combler, à force de recherches, les lacunes de ce qui fut un temps l'actualité et qui devient maintenant l'histoire » (141), Manon Leroux s'est imposé un labeur que, pourtant, elle devait savoir à l'avance infructueux du fait même qu'elle a décidé de s'en tenir aux interventions des acteurs qu'elle reconnaît, non sans candeur, fortement intéressées : « Au-delà des intérêts personnels, le discours est aussi paralysé par des intérêts politiques et électoraux complexes » (78). Cette observation vaut d'ailleurs autant pour les acteurs militants que pour les acteurs strictement politiques... Elle peut aussi s'étendre aux chercheurs qui s'adonnent au jeu des exclusions et des rejets avec des justifications parfois très sommaires! Voyons plus précisément...

Le discours des acteurs, Manon Leroux le dit assez brutalement, doit demeurer l'objet d'un regard critique : « Partial, incomplet et parfois malhonnête, ce discours doit être utilisé avec discernement par l'historien ou tout autre analyste » (135). Voilà qui pourrait nous épargner une sociologie spontanée dépendante des visions des seuls acteurs! Mais ce scepticisme autorise-t-il l'analyste à juger, de manière quelque peu péremptoire, certains fragments de discours plus ou moins irrecevables? « Les déclarations bouleversantes, les révélations troublantes proviennent surtout [...] d'acteurs marginaux, ou plus ou moins crédibles : Donald Jamieson, Pierre Vallières, Leslie J. Jim Bennett, Jacques Ferron, Carole De Vault » (134). Du moins pareille attitude apparaît-elle peu compatible avec le souci affirmé de combler des silences que l'on déplore du côté des acteurs centraux et estimés crédibles. Les propos de Carole De Vault, en particulier, ne trouvent pas un accueil particulièrement sympathique : « Je ne m'attarderai pas à démêler le vrai du faux dans ce que raconte Carole De Vault; de toute façon elle reste assez marginale dans la masse des acteurs de l'automne 1970. Il est tout de même nécessaire de mentionner son témoignage, parce qu'il a eu un retentissement certain chez ceux qui s'intéressaient à la crise. » (56) Concession obligée, pourrait-on dire, en accord avec la volonté de rendre compte d'une mémoire. Obligation absolue même, si l'on tient compte de l'autre objet de préoccupation – les silences – qui guide la recherche de Manon Leroux : Carole De Vault apporterait en effet « des réponses (contestables) aux questions que les enquêteurs et tant d'autres analystes se posent depuis longtemps »! (55).

Par ailleurs, qualifier Pierre Vallières d'acteur marginal témoigne d'une certaine outrecuidance. Commentant une série d'articles que Vallières publie dans *Le Jour* à l'automne 1975, en réaction aux « historiettes » d'un Jacques Ferron peu soucieux de les appuyer sur des faits, Manon Leroux repousse Vallières hors de la marge même : « Je ne m'attarderai pas ici à examiner les théories exposées, puisqu'elles ne sont pas l'expression d'une mémoire, mais le résultat de réflexions et de recherches qui auraient pu être faites par n'importe quel analyste étranger aux événements. » (50) Après avoir



noté l'élimination des « spécialistes » (12) pour centrer l'attention sur les acteurs, on doit bien remarquer le traitement différencié réservé aux acteurs. Parfois, les choix relèvent de l'arbitraire. Par exemple, de la trentaine d'interventions rassemblées dans un cahier spécial publié par *La Presse* le 6 octobre 1990, ne sont retenues « que celles qui viennent d'acteurs qui n'ont pas encore parlé ou qu'on a peu entendus, ainsi que les témoignages qui sont tout à fait nouveaux » (98). Sur des bases semblables, comment interpréter les calculs relatifs à l'importance relative des acteurs dans l'ensemble des interventions pertinentes à l'objet d'étude?

En fin de compte, le doute s'installe par rapport à la fidélité du portrait qui découle du travail de Manon Leroux. D'autant plus que la constitution du corpus comporte d'importantes distorsions qui dépendent de la nature même des sources utilisées, les journaux, à partir desquels (avec les médias électroniques), « de nos jours, la mémoire collective d'un événement se construit » (9). Bien que discutable, ce postulat peut à la limite être toléré comme choix méthodologique. Mais pas à n'importe quelle fin...

Théoriquement axé sur les acteurs, le repérage des éléments constitutifs de cette mémoire collective est finalement tributaire des seuls journaux qui, comme il est reconnu, « ne rapportent que les interventions qui leur semblent intéressantes » (38). Friands de « propos de cour croustillants ou choquants » (27) et « à l'affût de tout commentaire sur la Crise d'octobre émis par un personnage important [pour faire] souvent leurs gros titres avec une seule phrase prononcée dans une intervention dont le thème n'est pas la Crise » (40), les journaux savent rendre bien des « nouvelles » intéressantes. Ce faisant, ils ne démontrent pas toujours un profond respect de la réalité des événements et des interventions-actions des acteurs. L'illustrent les quelques contradictions relevées par Manon Leroux, qu'elles soient retracées dans des reportages concurrents ou rapportées à des faits avérés.

En tirant obstinément ses données de relais pas toujours scrupuleusement respectueux des faits et en fournissant à l'occasion quelques indices de ses propres parti pris, Manon Leroux n'a pas contribué de façon spécialement heureuse à éclairer le paysage encore nébuleux d'Octobre ni à rendre moins pesants les silences qui subsistent autour de cette crise. C'est tout simplement dommage. Sans doute sa contribution se serait-elle révélée plus satisfaisante et convaincante si le choix avait été clairement décidé entre deux objectifs – la mise au jour d'aspects inédits de la Crise ou, projet moins ambitieux, la mise à jour des discours tenus par les acteurs eux-mêmes en rapport avec cette même crise – ,objectifs qui appellent des méthodes d'investigation radicalement différentes.

RAYMOND HUDON *Université Laval*

### **The Canadian Federalist Experiment: From Defiant Monarchy to Reluctant Republic**

Frederick Vaughan

Montreal: McGill-Queen's University Press, 2003, pp. xii, 225

This book tells a story of Canada that is interesting, intriguing and innovative. The story is partly summarized in the subtitle. The title is just as significant but far more ambiguous. Part of the reason for the ambiguity is the author's belief that the members of the Judicial Committee of the Privy Council were "the real 'fathers' of the Canadian federal system" (133). What the author suggests is that the Fathers of Confederation were far more interested in monarchy than federalism, so much so that they regarded federalism as the "husk" of the constitution (73). Their intention was to create a central government with "more or less" sovereign powers and to establish a constitutional regime in which monarchic virtue would prevail (16, 67-70). But the Canadian framers ultimately failed, partly because the Law Lords altered the original constitution, partly



because ambitious premiers engaged in province-building, and most of all because the republicanism of Prime Minister Pierre Trudeau's Canadian Charter of Rights and Freedoms has "severed Canadians from their ancestral monarchical foundations" (125, 155, 157, 164). Although the era inaugurated by the Charter is "a wreckage," it is not hopeless; a "reformed Senate could work to restore Parliament" and correct "the 'irresponsible' elements that have crept into the...Canadian system of government" (175, 179).

The book also tells a second and overlapping story of Canada, in which Thomas Hobbes is indispensable. "The delegates to the Quebec Conference believed that their most important achievement was the establishment of a strong central Parliament and government (following Hobbes)" (62, 70). Not only is Hobbes regarded as essential for Confederation, but "recognizing the Hobbesean character of the constitution will enable us to understand more clearly the roots of our recurring constitutional crises" (4). What then are the crises? Federalism? The republicanism of the Charter? The rise of prime ministerial government? If either the Charter or prime ministerial government figures in the crises, then Hobbes is doubly crucial. For although the author contrasts Confederation and the Charter, he also insists that the Charter's doctrine of equality "is founded in the teachings of Thomas Hobbes" (166). And when the author warns of the recent concentration of power in the office of the prime minister, Hobbes is the focal point. The office of the prime minister has become the new Leviathan; and Canadians must either bridle Leviathan or lose their liberty (179-80).

When Canada is identified with Hobbes, neither Canada nor Hobbes becomes any easier to understand. This is especially so if monarchy, as defined by the author, is regarded as essential. "Monarchy as it emerged in England is a political regime consisting of a genuine monarch and subjects who give willing obeisance to the king or queen because of their kingly or queenly virtue" (16). The author adds: "It is this *spirit*, intangible but real, that cements monarchies to their citizens and distinguishes them from other kinds of regimes" (16; emphasis in original). One difficulty with this understanding is that Canada was not established as an unalloyed monarchy. In 1688, the Glorious Revolution turned England into a limited or constitutional monarchy and set the stage for the rise of parliamentary government, in which the monarch acted on the advice of responsible ministers. Bagehot even called constitutional royalty a disguise. None of this is to suggest that constitutional monarchy was unimportant at Confederation, but its importance is not expressible as a belief about "kingly or queenly virtue." As for Hobbes, he supported monarchy in its absolutist form, but then he supported all forms of absolute rule, and insisted that military conquest conferred as much legitimacy as the divine right of kings. *Prima facie*, it might seem odd that Hobbes's *Leviathan*, which was condemned by both royalists and parliamentarians, should become, centuries later, the centre piece of limited monarchy and the Canadian federalist experiment.

Moreover, the evidence for Hobbes's significance is by no means incontestable. Nowhere does the author suggest that any of the Fathers of Confederation read *Leviathan*. What he suggests is: "If any individual author more than any other can be said to have introduced Macdonald to the Hobbesean character of the constitution of England, it was DeLolme" (72). Although Macdonald owned a copy of DeLolme's *The Constitution of England*, the author does not say that Macdonald read it. Nor does he say that DeLolme read Hobbes. Ultimately, the author rests his case on the "Hobbesean character" of the English and Canadian regimes, yet in the preface he writes: "I have permitted the Fathers of Confederation to speak their own language" (xii, 4). Suppose, nevertheless, that the Hobbesean interpretation is accepted, suppose also that the Law Lords are the real "fathers" of Canadian federalism, what follows? This question is posed by the author. "What would Canada be like today if the Law Lords had...given full force and effect to the strong central government desired by the framers?" He

answers: "Recalling the reaction that greeted the proposed constitution throughout the Maritime provinces in the 1860s..., it is easy to imagine that Quebec would not have been the only province to seek secession from the Confederation of 1867" (133). Thus if the author's Hobbesean interpretation is granted, then on his own argument Confederation was poorly adapted to the aspirations of Canadians, and its real or apparent demise cannot be a matter of much concern.

Of course Confederation remains important, Canadians continue to debate it, and Frederick Vaughan's book has both added to the debate and enlivened its theoretical dimensions.

SAMUEL V. LASSELVA *University of British Columbia*

### **Le Parti québécois – Bilan des engagements électoraux, 1994-2000**

François Pétry, sous la direction de

Québec : les Presses de l'Université Laval, 2002, 200 p.

Ce livre a pour objectif de répondre à la question suivante : les partis politiques tiennent-ils leurs promesses électorales? Pour y répondre, l'équipe de François Pétry a donc décidé de disséquer les programmes et documents d'orientation du Parti québécois depuis la campagne électorale de 1994 jusqu'à la fin du second mandat du PQ. Comme les électeurs québécois s'apprêtaient à donner un troisième mandat au Parti québécois ou à le renvoyer sur les banquettes de l'opposition, les auteurs ont jugé le moment opportun pour faire un bilan de son action gouvernementale. L'exercice arrivait certainement à point nommé en offrant non seulement à la communauté universitaire, mais également au grand public, un regard analytique sur huit années de pouvoir.

Les auteurs proposent donc de tester la validité de deux modèles : la *théorie du mandat* et la *théorie constructiviste*. Le premier, qui s'inspire essentiellement du modèle des choix rationnels, affirme que les partis politiques font des promesses précises en campagne électorale en annonçant ce qu'ils feront une fois au pouvoir. Les électeurs, autant que les chercheurs, peuvent ainsi savoir précisément les effets de leur appui partisan sur les politiques publiques en mesurant le nombre de promesses tenues. Toutefois, il peut arriver dans certaines situations, que les engagements électoraux d'un parti soient en contradiction avec sa propre idéologie. Après tout, la finalité des partis politiques est d'abord d'être élus. Le second modèle, l'approche constructiviste, soutient à l'inverse que les promesses des partis en campagne électorale sont toujours des vœux pieux, qu'elles sont largement symboliques et volontairement ambiguës. En d'autres termes, les électeurs se font berner à chaque élection car, de toute façon, les partis politiques ont leur propre programme une fois au pouvoir. Malheureusement, comme le souligne François Pétry, il est difficile de vérifier de manière empirique ces deux hypothèses puisque, dans les deux cas, nous observerons un « fort taux de congruence entre engagements et réalisations » (162).

Le corpus d'analyse des auteurs était constitué de 591 engagements tirés du programme du Parti québécois et de 183 engagements issus de ses plateformes électorales, pour un total de 774 énoncés d'engagements. Pour les auteurs, un engagement électoral se définit comme « une promesse d'action indiquant directement ce qu'un parti à l'intention de faire une fois élu » (163). Le premier constat est que le Parti québécois est un parti politique nettement plus programmatique que le Parti libéral du Québec, ce dernier n'ayant que 127 engagements au total pour l'ensemble de la période étudiée. De plus, les plateformes électorales du Parti québécois consacrent une large place aux politiques sociales (santé, familles) alors que le PLQ privilégie des engagements de nature économique. François Pétry note d'ailleurs que, si en 1976 il y avait un fort taux de divergence entre promesses péquistes et libérales (83,1 %), en 1994 l'écart avait fléchi à 74 pour cent. Trois explications sont avancées pour expliquer cette diminution : un environnement politique moins favorable au développement de nouveaux

enjeux, la disparition de certains clivages partisans et une restructuration de l'électorat (réalignement politique). Ces résultats détruisent en quelque sorte le mythe qu'il n'existe pas de différence entre le Parti québécois et le Parti libéral du Québec.

Les résultats de l'analyse indiquent par ailleurs que le taux de réalisation des engagements pris par le Parti québécois dans ses plateformes électorales est de 75 pour cent alors qu'il est de 50 pour cent dans le cas de ses programmes politiques. En éducation et dans le domaine de la sécurité du revenu, le Parti québécois a rempli toutes ses promesses (100 %). On observe des taux supérieurs à 80 pour cent en environnement, communication, finances publiques, politique linguistique, immigration et citoyenneté. Les taux les plus faibles se retrouvent dans les secteurs du développement régional, de la recherche scientifique, des relations internationales et de la politique autochtone (173). Mais comme le notent les auteurs, le score de 50 pour cent s'explique en bonne partie par le fait que le Parti québécois n'a pu réaliser son objectif de faire la souveraineté du Québec. Une seconde explication suggère que le Parti québécois a probablement préféré ne pas instaurer certaines politiques qui n'avaient pas le soutien de l'opinion publique.

François Pétry a voulu pousser plus loin l'analyse en demandant à ses collègues et quelques étudiants gradués d'étudier certains cas en détail. Huit études de cas sont ainsi présentées (deuxième partie de l'ouvrage) à quoi il faut ajouter l'analyse de Réjean Pelletier sur la souveraineté du Québec (première partie). Pour le lecteur, l'ordre de présentation des textes est un peu déroutant; il est ainsi préférable de lire le chapitre 11 qui présente une vue d'ensemble avant de lire les études de cas. Nous ne ferons pas ici l'analyse de tous ces cas, faute d'espace, mais retenons quelques chiffres et les grandes conclusions. De manière générale, le Parti québécois n'a réalisé qu'une partie des promesses énoncées dans son programme politique, en particulier en éducation, dans la gestion des déchets et en relations internationales. Toutefois, dans ce dernier cas, il est intéressant de noter que, depuis 1960, 90 pour cent des propositions (N = 171) de nature internationale se retrouvent dans les programmes du Parti québécois, même si ce parti ne fut créé qu'en 1968; ce domaine, n'occupe que 7,6 pour cent des propositions du Parti libéral du Québec et à peine 1,2 pour cent de celles de l'Union nationale. Il aurait été intéressant, entre autres, que les auteurs expliquent le monopole idéologique du Parti québécois dans ce secteur. Dans d'autres domaines, comme les finances publiques (lutte au déficit), la francisation des entreprises et l'inforoute, le Parti québécois a tenu ses promesses. Au total, pour les huit études de cas, le Parti québécois a tenu ses promesses dans 86 pour cent des cas.

La forte congruence entre les études de cas (86%) et les promesses inscrites dans les plateformes électorales du Parti québécois (75%) suggère, selon François Pétry, « que le Parti québécois s'efforce de faire une évaluation sincère et fidèle de la réalisation de ses propres engagements électoraux » (179). En d'autres termes, le Parti québécois a fait des efforts notables pour réaliser ses promesses. Il est faux de prétendre que les partis politiques cherchent à bernier les électeurs. La théorie du mandat semble donc la plus adéquate pour expliquer la congruence entre promesses et réalisations puisqu'il existe, selon les auteurs, « une certaine rationalité dans le processus des politiques publiques » (188). Cependant, à la lumière des résultats concluants de ce livre, on peut se demander si le Parti québécois n'est pas, en quelque sorte, une exception à cause de sa nature même. Les Libéraux font si peu de promesses que la probabilité de les réaliser est nettement plus élevée. Le petit nombre de promesses libérales pourrait s'expliquer par le fait que ce parti verse davantage dans le symbolique. Il faut espérer que les auteurs poursuivront l'exercice maintenant que le Québec est gouverné par le Parti libéral du Québec de Jean Charest.

GUY LACHAPPELLE *Université Concordia*

**Multiculturalism Reconsidered: *Culture and Equality* and Its Critics**

Paul Kelly, ed.

Cambridge: Polity Press, 2002, pp. x, 243

This book offers 11 critical responses to Brian Barry's recent liberal assault on multiculturalism, *Culture and Equality* (Cambridge: Harvard University Press, 2001), and a reply from its author. Barry and his critics discuss the relative merits of liberal egalitarianism/socialism and liberal multiculturalism, disputing the right interpretation of the difference-minimizing liberalism usually identified with John Rawls, but which is perhaps more properly traced, as Barry would prefer, to John Stuart Mill. The authors ask, can we liberal egalitarians do justice to the intuitions about freedom and equality that underlie our principles while also doing justice to the sometimes conflicting intuitions about culture and authenticity associated with multiculturalism? Can we uphold the equality of both individuals and groups? Can we affirm both culture and equality? Barry says no. He complains that the partisans of multiculturalism are dividing people ethnically and therefore getting in the way of dividing them economically, in support of income equalizing policies. He quotes with approval Todd Gitlin's dictum that "the politics of identity struggles to change the color of inequality" (326).

The critics represented here include three who espouse the theories Barry rejects (Chandran Kukathas, Bhikhu Parekh and James Tully), two whose main interest seems to be feminism rather than multiculturalism (Clare Chambers and Judith Squires), and five who show a friendlier face to multiculturalism than Barry does, but without challenging his basic assumptions or most important conclusions (Simon Caney, Samuel Freeman, Paul Kelly, Susan Mendus and David Miller). The remaining contributor is Ian Shapiro, who dispenses with a detailed discussion of Barry's book in order to present a synopsis of his own on *Democratic Justice* (New Haven: Yale University Press, 1999).

A prominent theme in several essays is the superiority of deliberative democracy over simple majority rule or judicial fiat as an approach to resolving difficult questions of cultural accommodation. But this prevalent democratic faith is qualified in a way worth noting and most easily seen in Tully's essay, where "the exchange of public reasons among free and equal citizens and their representatives" is recommended as a way of securing "mutual respect for reasonable cultural or identity-related similarities and dissimilarities" (108, 102). But what about the *unreasonable* differences that people have trouble discussing in publicly acceptable ways? Are these to be accommodated or suppressed by judicial fiat or majority will?

Several of the critics object that Barry is too willing to rely on a formal right of exit from cultural and other groups as evidence that their members' adhesion is voluntary and therefore that their internal power relations can be safely ignored, generally speaking, by a liberal state. But what are the real costs of formally available choices? For example, does justice perhaps require that there be financial assistance (as Clare Chambers and Ian Shapiro suggest) for housewives wishing to leave their husbands, so that their formal freedom would be a more realistic option?

Several contributors dispute Barry's case against the rule-and-exemption approach to cultural accommodation (for example, mandatory crash helmets for motorcyclists unless they are Sikhs wearing turbans). Simon Caney offers a particularly interesting analysis of Barry's position, bringing out its underlying nationalism or majority cultural protectionism. Caney also levels the fundamental objection that Barry does not explain the higher-order interests served by his liberal principles and how he thinks they differ from the interests that concern his opponents. Chambers makes a similar point by observing that Barry's liberalism rests on a public-private distinction that he is willing to overlook for the sake of economic equalization but not to affirm the equality of genders or cultures.

Chandran Kukathas, one of the four main targets of Barry's ire (along with Will Kymlicka, Charles Taylor and Iris Marion Young), contributes the liveliest and most

engaging essay. He makes clear that Barry simply fails to provide any satisfactory justification for his approving or disapproving judgments in particular cases. In short, he treats his own intuitions (or prejudices) as obviously correct and begs the questions raised by the existence of other intuitions at odds with his own. Thus what may succeed as a polemic directed to a contemporary Anglo-American academic audience is, philosophically, just a demonstration of “what some people believe around here” (185). By decrying cultural relativism Barry illustrates it.

In the final chapter Barry responds to his critics and in particular to James Tully, whose obscure ruminations get more attention here than Barry seems to have thought they deserved when he was writing *Culture and Equality*. The result is entertaining, but it distracts attention from the fundamental problem of the grounding of Barry’s intuitions, a problem that he seems to concede is serious in an unusually obscure (for Barry) passage about the difference between the book he wrote and the one he set out to write (233–34).

The present collection is a worthwhile addition to the ongoing intramural debate among liberals about multiculturalism. Its scope is relatively narrow, but its contributors manage to throw some light, mostly from a British standpoint, on the problem of abstracting useful principles from past liberal practice and projecting them onto the new circumstances created by that practice. Nonetheless, the most interesting feature of the book, like the debate from which it stems, is a silence—about immigration. The problem addressed is how to adapt to multiculturalism as a social condition rather than how to understand the sources of that condition and the relative merits of the various alternatives to it.

H. D. FORBES *University of Toronto*

### **Shall We Dance? A Patriotic Politics for Canada**

Charles Blattberg

Montreal: McGill-Queen’s University Press, 2003, pp. xi, 196

In this short book, author Charles Blattberg argues for a distinctive approach to both the theory and the practice of politics in Canada. Blattberg’s previous work, with its titular marathon in alliteration, *From Pluralist to Patriotic Politics – Putting Practice First* (New York: Oxford University Press, 2000), established the theoretical grounding for his approach, one which he envisions as running counter to the two methodologies prevailing in political philosophy, namely, neutralism and pluralism. Focusing on the issue of how to conceive of conflicts between moral goods, the argument rejects both the disengaged objectivity of neutralism as well as the atomistic account of values underlying the pluralist picture. Blattberg advances an alternative theory, based in hermeneutics and inspired by the likes of Martin Heidegger, Ludwig Wittgenstein and (Blattberg’s teacher) Charles Taylor. Our conceptions of the good, the hermeneuticists say, gain all of their meaning via the web of ideas and practices in which we—and they—live. This interconnectedness implies that no “values” exist in isolation from their context; instead, “goods” always stand in significant relation to each other within the web of practices. What this entails for the philosopher—as well as the practitioner—of politics is that a response to conflict, more accurate than the pluralist’s project of maintaining a balance between irreconcilable forces, would be to view such conflicts as points of tension within the integrated web of meaning, and thus, as opportunities for further investigation and understanding of the ways in which these apparently conflicting goods are necessarily interrelated and mutually transforming. Politics, Blattberg claims, calls for conversation and reconciliation as opposed to bare negotiation and compromise.

This was the argument as presented in his earlier book. And while Blattberg did manage to give some indication therein of how his hermeneutical approach—dubbed

“patriotic politics”—might play out in practice (producing, for example, a critique of the rights-based form of recognition), he nevertheless left readers in a fair bit of suspense, anticipating the fireworks to come once this ambitious and novel approach is let loose upon an actual multinational, multicultural state.

*Shall We Dance?* picks Canada as the venue for such a display. The first half of the book lays the groundwork, showing how Blattberg’s approach is a good fit with Canadian politics, both past and present. The second half comprises quick commentaries, from the “patriotic” perspective, on some of the perennial bugaboos of Canadian federalism: constitutional and parliamentary reform, recognition of the Aboriginal, Québécois, and English nations, and the significance of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

Blattberg’s theory is significantly pared down here, with multiple references to hockey but none to hermeneutics. What remains is the message that a patriotic politics stays more true to the lived, integrated practices within the Canadian context than either the neutralist (referred to here as “monarchist”) or pluralist perspectives. Blattberg argues, for instance, that both Pierre Trudeau’s more monarchist civic nationalism and Taylor’s too willing acceptance of the pluralism of the “two solitudes” are missteps on the issue of Quebec separatism. The error is in the assumption that allowing both the Québécois and the English nations to flourish will create a polar opposition, one which, in political dealings, must be handled through negotiation and bargaining between adversaries. This tactical approach, Blattberg writes, reveals “a fundamental ignorance of what makes a country whole, the civic common good shared by its citizens” (107). It is this idea of the common good—the link with republicanism is intended but qualified—which defines Blattberg’s project, in that every community in a country like Canada, be it based around an ethnicity, a citizenry or what have you, looks to its common, intrinsic goods not only for an understanding of its *raison d’être* but also for the terms by which its members will strike up conversations with others.

This kind of level-headedness is surely what we need in Canada to overcome the line-in-the-sand dramatics that often poses for politics. But, once again, readers may come away from Blattberg disappointed, in that his slight attempts at addressing Canadian maladies do justice neither to the issues nor to his own approach. Blattberg insists that his reticence comes out of respect for the dialogical nature of the project, yet enough blanks are left unfilled that “patriotic politics” comes across as little more than a plea of “Can’t we all just get along?” What kinds of goods *are* there, for instance, for the Canadian citizenry as a whole? To get anywhere through Blattberg’s approach requires that real headway is made on this issue, yet a few quick paragraphs promoting both liberty and a differentiated (instead of a uniform) sense of equality do not properly distinguish patriotism from the many other Canadian outlooks that appeal to these goods as grounding ideals. We will have to wait a while longer to get the full view of what this encouraging perspective has to offer.

JAYSON MACLEAN *University of Ottawa*

### **Cherchez la femme. Trente ans de débats constitutionnels au Québec**

Chantal Maillé

Montréal : Éditions du remue-ménage, 2003, 205 p.

L’ouvrage de Chantal Maillé porte sur la participation et la représentation politiques des femmes au Québec et, en particulier, sur leurs positionnements face aux options constitutionnelles, un sujet qui a fait l’objet de peu d’études jusqu’à présent. Conceptuellement et méthodologiquement parlant, l’ouvrage s’inspire d’analyses féministes et postmodernes. D’emblée, Maillé remet donc en question les concepts traditionnels d’identité, de représentation et de citoyenneté, ainsi que les approches empiriques classiques qui mettent en lumière les fréquences et les similitudes plutôt que l’originalité



de chaque entretien. De plus, elle affirme que la notion d'identité n'est pas « stable et transmise » mais « instable, changeante et choisie » et elle privilégie les entretiens qualitatifs semi-directifs avec trente-sept femmes « représentatives de la diversité culturelle, sociale et régionale du Québec », y compris sept représentantes de groupes de femmes, dix leaders d'opinion et vingt citoyennes impliquées dans leurs communautés (23, 101). Enfin, Maillé propose deux hypothèses principales : premièrement, qu'il n'y a pas *une* position-femmes sur les options constitutionnelles mais plutôt *différentes* positions qui sont influencées par les processus d'identification et d'appartenance; et deuxièmement, que ces positions ne reposent pas seulement sur des données socio-démographiques telles que la langue, l'âge, la région, etc., mais aussi sur d'autres facteurs plus complexes tels que « l'intérêt pour la politique, les perceptions des structures politiques, les valeurs et l'identification à une ou à des communautés d'appartenance » (39).

L'ouvrage comporte quatre chapitres. Après avoir expliqué en quoi certaines réflexions féministes et postmodernes jettent un éclairage nouveau sur la participation et la représentation politiques des femmes dans le premier chapitre, l'auteure présente les témoignages de ses trente-sept intervenantes dans les deux chapitres suivants. Le dernier chapitre concerne plusieurs mesures susceptibles d'augmenter la présence des femmes dans les structures politiques officielles.

Au début de l'ouvrage, Maillé réfute les conceptions classiques d'identité, de représentation et de citoyenneté qui sont à l'origine des principes dits universels et neutres des textes juridiques. Reprenant divers arguments féministes et postmodernes, elle rappelle tout d'abord que ces principes ont servi à exclure les femmes ainsi que d'autres groupes minoritaires et désavantagés de la sphère politique. Sur la question de l'identité, Maillé conclut qu'il faut « passer de cette identité stable et transmise (je suis québécoise) à une identité instable, changeante et choisie (je m'identifie à telle communauté) » (23). D'après elle, il faut aussi dépasser la conception classique de représentation régionale et partisane et adopter une conception plus large englobant différentes communautés dont le genre, l'ethnie, la classe sociale, et ainsi de suite.

Suite à cette discussion, l'auteure présente les diverses interventions que les groupes de femmes québécois ont faites au cours des trente dernières années dans le domaine de la politique constitutionnelle. Les entretiens réalisés auprès de sept représentantes de groupes de femmes ayant participé aux débats constitutionnels (par exemple, Le Centre des femmes immigrantes de Sherbrooke, L'Association des femmes autochtones du Québec et Les Citoyennes averties d'Alma) viennent compléter cet historique. Finalement, l'historique et les commentaires des intervenantes mettent en évidence l'importante fonction de représentation des intérêts politiques des femmes que le mouvement des femmes exerce au Québec. Comme Maillé le souligne à la fin de son ouvrage, « [l]e mouvement des femmes a été de tous les débats constitutionnels, les groupes qui le forment se relayant à la tâche » (182).

Les témoignages des dix femmes leaders d'opinion et des vingt citoyennes impliquées dans leurs communautés révèlent que « [l]e portrait du Québec au féminin est beaucoup plus complexe que ce que [l]es études [traditionnelles] décrivent » (185). En effet, sur les questions constitutionnelles, les intervenantes n'adhèrent pas à *une* position-femmes mais plutôt à *différentes* positions. Cela n'est pas vraiment surprenant puisque leurs analyses des débats constitutionnels s'appuient généralement sur une variété de références, certaines traditionnelles (comme la région et l'histoire) et d'autres plus complexes (comme le genre, l'appartenance au milieu culturel, l'adhésion au féminisme, le milieu communautaire, le cheminement professionnel, et ainsi de suite). Ces témoignages révèlent également que, si la plupart des intervenantes s'intéressent à la politique, plusieurs sont très critiques vis-à-vis « de la politique partisane et de ses dessous » (116). Cependant, elles s'accordent pour dire qu'il faut rendre les discussions politiques « plus pertinentes pour la vie de tous et de toutes » (152).



Enfin, après avoir rappelé la plus grande présence des femmes dans les mouvements sociaux (et surtout dans le mouvement des femmes) que dans les partis politiques et les assemblées élues, Maillé analyse plusieurs solutions susceptibles d'améliorer la présence des femmes dans les institutions politiques. L'auteure remarque tout d'abord qu'en France (mais pas au Québec) la parité femmes-hommes en politique, soit le principe préconisant que les assemblées élues doivent être composées d'un nombre égal de femmes et d'hommes, a donné naissance à un mouvement de fond en faveur de la parité ainsi qu'à des réformes paritaires majeures. Identifiant la parité comme « une solution radicale à un problème important », elle souligne toutefois que ce principe, tel qu'il a été formulé en France, est incapable d'intégrer d'autres appartenances que le genre (173). Malgré ces réserves, Maillé reconnaît qu'il faut recourir à la parité, aux quotas et/ou au scrutin proportionnel afin de féminiser les institutions politiques.

Plusieurs aspects originaux de *Cherchez la femme. Trente ans de débats constitutionnels au Québec* devraient piquer la curiosité des chercheurs et des étudiants travaillant sur la thématique « femmes et politique ». Premièrement, le contenu de l'ouvrage n'a pas seulement traité à la question spécifique de l'implication des Québécoises en politique constitutionnelle mais aussi à celle plus générale de la participation et de la représentation politiques des femmes au Québec. De plus, bon nombre de ses conclusions peuvent s'appliquer à d'autres contextes que le Québec. Deuxièmement, le fait que les approches théorique et méthodologique de l'étude s'inspirent de diverses idées féministes et postmodernes est tout à fait novateur. Troisièmement, *Cherchez la femme* se démarque de la plupart des ouvrages sur les femmes et la politique en ce qu'il s'appuie sur une définition large de l'engagement politique des femmes tenant compte de leur implication dans les mouvements sociaux (et en particulier dans le mouvement des femmes) et dans les institutions politiques.

Toutefois, il aurait peut-être été intéressant d'inclure quelques commentaires supplémentaires sur ces deux derniers points. Il est clair que les chercheurs féministes et postmodernes ont formulé d'importantes critiques des conceptions classiques de la participation et de la représentation politiques et des méthodologies sur lesquelles les enquêtes de sociologie électorale tendent à s'appuyer. Cela veut-il dire qu'il faut abandonner ces conceptions et ces méthodologies et adopter celles influencées par les analyses féministes et postmodernes? Serait-il possible de développer de nouvelles conceptions et méthodologies « hybrides » s'inspirant à la fois des perspectives classiques, féministes et postmodernes? En ce qui concerne l'engagement politique des femmes, Maillé rappelle avec justesse que les intérêts politiques des femmes ont été principalement défendus par le mouvement des femmes plutôt que par les élus parlementaires. Elle n'en rejette pas pour autant le projet électoral puisqu'elle consacre son dernier chapitre aux mesures de féminisation des institutions politiques. Autrement dit, l'ouvrage semble se situer en dehors du clivage « femmes impliquées dans les institutions politiques *versus* femmes impliquées dans les mouvements sociaux » que l'on rencontre parfois dans les écrits sur les femmes et la politique et dans les discours de certaines politiciennes et militantes. Est-il possible de dépasser ce clivage? Dans l'affirmative, comment peut-il être intellectuellement et concrètement dépassé? Y-a-t-il au Québec des exemples d'initiatives visant à dépasser ce clivage?

Pour conclure, *Cherchez la femme* est une contribution importante et originale à la thématique « femmes et politique » que les chercheurs et les étudiants qui s'intéressent à la participation et à la représentation politiques des femmes au Québec et ailleurs se doivent absolument de lire.

JOCELYNE PRAUD *University of Regina*

**Health Care, Entitlement and Citizenship**

Candace Johnson Redden

Toronto: University of Toronto Press, 2002, pp. ix, 173

Redden's book is meant in its broadest sense as a commentary on both "the substance of citizenship" and future "patterns of health services" in Canada. These are, of course, two rather large and difficult topics, but Redden has handled both well. Overall, this book is both reasoned and readable—easily recommended.

Redden argues that the oft-referenced and defended "right to health care" which has become increasingly individualistic and legalistic over time, is now in need of a more communal orientation such as that which holds for our conceptualization of multiculturalism. Hence, she is proposing that contemporary theorizing about "differentiated citizenship" be applied to Canadian health care. With this conceptualization there is room for persons to be seen as having both individual and group rights, as well as balancing equality with "identity rights," that is, the right to be different but equal. This embracing of differentiated citizenship within the context of our health care system would provide, Redden argues, "a new model for patterns of access and entitlement to health services," allowing one to "positively identify communities, and then determine their patterns of access and entitlement to health care services as a matter of citizenship"(7). All of which is to say that public calls to our two cherished principles of health care, the right to care and universality, have had *limiting* effects on health populations and reform. As such, they are increasingly unsuited, Redden argues, to the contemporary political environment where budgeting, federalism, fear of privatization and organized medicine are reinforcing the present stasis.

In order to move beyond the present "social rights stasis," Redden argues health care developments require a new blend of (the old) collective entitlement (that is, the right to health care) and individual responsibility-taking. The latter would be developed and sustained through community governance mechanisms which would give structured and meaningful voice to public participants, in particular, identified communities such as HIV-AIDS groups or elderly care groups. Redden strongly advocates the community participatory model as a way out of the present impasse of health care reform, even as a means of offsetting the present dominance of the medical profession.

Redden's theoretical discussion is sound and well argued; and most of the book is taken up with this. More practical aspects of her recommendations are discussed using three cases of community governance participation (Nova Scotia, Saskatchewan and Oregon). They provide interesting examples from which to draw some useful lessons on the structural limitations of current reforms in Canada. For example, Redden warns that the replacing of state authority with community authority could result in a potentially unstable tripartite relationship between the state, the public and medicine—as demonstrated by health care developments in the United States.

It would, perhaps, have been useful to have seen some more general conclusions drawn by the author about community participation per se. Reference is made to enduring problems of participation, representation and evolving identities, but these might have been more developed, given the breadth of the theoretical underpinnings of the study. Having said this, one might assume further analysis by the author will likely move in this direction.

One final point: some of Redden's conclusions rest on the noting of an epidemiological shift from communicable disease to noncommunicable disease and it could be expected that her basic premise still holds true in that noncommunicable disease will continue to make strong demands on the system. However, recent dramatic examples of the underlying importance of communicable disease to our health care system (for example, SARS) might indicate a need for models of analysis which incorporate both facets of health care, particularly as they may prove to be at odds with each other, each

competing for a slice of the health care pie, each of strong concern for both public and political participants in the emotion-laden triage of health care.

Overall, the strengths of this very lucid and eloquent book far outweigh any minor criticisms. It is an enjoyable and thought-provoking read. It is also a book that can be spotted on the rather selective bookshelf of at least one influential deputy minister of health in Canada. It may prove to be a book that will shape Canadian health policy analyses in the near future. One can only hope.

PATRICIA O'REILLY *Ryerson University*

### **Le virage ambulatoire : Défis et enjeux**

Ghilème Pérodeau et Denyse Côté, sous la direction de  
Québec : Presses de l'Université du Québec, 2002, 196 p.

Réunissant un collectif d'auteurs, cet ouvrage de 10 chapitres propose une analyse critique des effets du virage ambulatoire sur les pratiques professionnelles de même que sur différents groupes de la population. Trois sections organisent le livre, chacune d'elles présentant des résultats d'études réalisées par des spécialistes du domaine de la santé ou des témoignages de personnes ayant vécu de près le virage ambulatoire. La première partie du livre est consacrée à la problématique du virage ambulatoire, cette *onde de choc* venue frapper le système socio-sanitaire dans la dernière décennie. Pour cerner cette problématique, trois thèmes sont privilégiés soit, l'humanisation des soins, la désinstitutionnalisation et la conciliation travail-famille. Dans un premier chapitre, Denyse Côté s'interroge sur l'humanisation des soins, cette promesse que l'on ne saurait tenir sans prendre en compte l'impact du virage ambulatoire sur les soignantes bénévoles et sur les travailleurs de la santé. Dans le deuxième chapitre, Carrière, Keefe et Livadistakis font une analyse extrêmement fascinante des tendances socio-démographiques (fécondité, état matrimonial, modes de vie, participation des femmes au monde du travail, etc.) ayant marqué les sociétés canadienne et québécoise au cours des dernières décennies et qui, inévitablement, auront un impact négatif sur le soutien communautaire disponible. La première section de l'ouvrage s'achève par un texte de Lise Lachance, Nathalie Brassard et Louis Richer, qui examine le virage ambulatoire en tant que source de contraintes supplémentaires en ce qui concerne la gestion des rôles multiples des femmes travailleuses, aidantes naturelles et usagères.

La deuxième partie de l'ouvrage, « Les enjeux sur le terrain », traite, pour sa part, des répercussions du virage ambulatoire sur les professionnels, notamment ceux qui sont en situation de précarité d'emploi, de même que sur les femmes. Dans ce dernier cas, l'étude concerne plus spécifiquement l'expérience des femmes âgées aidantes naturelles, et leurs réticences, de même que celles de leur famille, à recourir aux services formels. Ainsi, c'est dans cette perspective qu'au chapitre 4, Pérodeau et ses collègues rapportent les résultats d'une étude sur les infirmières en précarité d'emploi. Ils tentent d'approfondir les conséquences du stress au travail et dans la famille, ainsi que de l'interface famille-travail, sur l'adaptation sociale et la santé de ces femmes. Au chapitre 5 Francine Ducharme, Ghilème Pérodeau et Denyse Trudeau discutent de l'expérience des femmes âgées aidantes naturelles et de la perception qu'elles ont du virage ambulatoire, notamment, des tensions qu'elles vivent du fait de ce changement dans le système de santé. Enfin, dans le sixième et dernier chapitre de la section, Mario Pâquet, André Guillemette et Caroline Richard nous entretiennent des réticences des personnes soutien à recourir aux services formels.

La troisième et dernière section de l'ouvrage intitulée « Ce que pensent les praticiens » est beaucoup plus réflexive et s'attache à retracer le point de vue des différents acteurs sur le virage ambulatoire. Au chapitre 7, Chantal Saint-Pierre analyse les propos d'acteurs tels que les gestionnaires de ressources humaines et les représentantes de groupements d'aidantes naturelles et d'organisations syndicales pour les repla-

cer ensuite dans les perspectives anthropologique, politico-administrative, économique et féministe pertinentes. Le chapitre 8 est, pour sa part, consacré à la réflexion singulière que fait un infirmier de profession, maintenant conseiller en gestion des ressources humaines, sur la transformation qu'a connue le système de santé dans la dernière décennie. Martin Bédard partage ainsi avec le lecteur ses observations et constats, tout en proposant un certain nombre de solutions possibles pour les familles, les travailleurs, les proches et les bénévoles. Au chapitre 9, Nicole l'Heureux aborde l'importante question des besoins des aidantes naturelles et des solutions à instaurer pour que se crée un meilleur équilibre entre les ressources formelles et informelles. Le chapitre 10, rédigé par Sylvie Boulanger, traite de l'exploitation du travail féminin résultant du virage ambulatoire et du phénomène plus général de la désinstitutionnalisation.

Dans l'ensemble l'ouvrage est intéressant et présente le grand avantage de réunir en un seul livre les résultats de recherches québécoises sur la question du virage ambulatoire. Vraisemblablement cet ouvrage deviendra une référence incontournable pour documenter ce que d'aucuns considèrent être la page noire de l'histoire du système socio-sanitaire québécois.

L'ouvrage a aussi le mérite de ne pas réduire cette transformation à un événement purement administratif. La place accordée à la parole des acteurs, artisans ou non de cette réforme, est importante et contribue très certainement à l'intérêt de l'ouvrage. Ce dernier ne renouvelle cependant pas la réflexion sur le virage ambulatoire *comme phénomène de société*. Sa lecture est sans surprise. Soulignons ici, d'ailleurs, que la plupart des auteurs ayant participé à son écriture font appel à des résultats d'études dont la réalisation remonte, pour la plupart, à plus de cinq ans déjà. Certes, ces travaux ont tous posé des questions forts pertinentes et nécessaires à une époque donnée. Cinq ans plus tard, ces résultats apparaissent toutefois un peu désuets et redondants. C'est pourquoi la lecture de ce livre est sans surprise.

Le défi que se devait de relever cette publication était majeur : renouveler le discours autour d'un thème dont on a tant parlé et écrit qu'il a fini par lasser les intellectuels, les gestionnaires, les praticiens et même la population en général. Certains ont avancé que tout avait été dit sur le sujet et, malheureusement, la lecture de cet ouvrage ne nous persuade pas du contraire. On retrouve bien, ça et là, quelques idées originales et novatrices, mais l'ensemble n'apporte pas de nouveau à la réflexion.

Malgré ce commentaire, le livre m'aura néanmoins inspiré deux coups de cœur. Le premier vient du texte de Carrière, Keefe et Livadiskatis traitant de la viabilité de la désinstitutionnalisation face aux changements démographiques. Dans ce chapitre, les auteurs démontrent de manière convaincante que les tendances socio-démographiques actuelles vont, à terme, affecter l'étendue et la disponibilité du réseau familial. Pour eux, il y a urgence, non pas de remettre en question la désinstitutionnalisation et le virage ambulatoire, mais d'assortir ce transfert de responsabilité de l'État vers la famille de ressources financières appropriées. Encore là, le discours n'est pas nouveau. L'ancrage que lui donnent cependant les auteurs sort la discussion de l'idéologie et la rend convaincante. On ressent l'importance d'agir.

Mon plus grand coup de cœur va cependant à la préface de Frédéric Lesseman justement parce que les propos qu'il y tient permettent un renouvellement du regard sociologique et anthropologique porté sur le virage ambulatoire. Parlant de ce virage, Lesseman affirme : « En réalité, et j'insiste d'emblée, ce contexte est double : *institutionnel*, en ce qu'il touche et réclame une réarticulation des relations entre l'État et la société civile, une redéfinition des responsabilités entre action étatique, action publique non étatique et action privée; *culturel*, en ce qu'il en appelle à l'individu, à ses initiatives, à ses choix, à sa liberté et à ses responsabilités » (10). L'ouvrage dirigé par Ghislème Pérodeau et Denyse Côté fait certes le point sur ces aspects à la fois institutionnels et culturels du virage ambulatoire, bien que ce soit par le versant négatif des choses qu'on aborde la question. Selon Lesseman, il y a cependant plus que des effet négatifs :

le virage ambulatoire a aussi été « ...une initiative positive de désinstitutionalisation, d'émergence d'une société civile forte, délibérative et solidaire » (13). Peut-on lire en filigrane de son propos qu'il aurait peut-être souhaité que l'ouvrage apporte une lecture renouvelée de ce phénomène? Je partage entièrement cette opinion tout en reconnaissant que l'ouvrage demeure un colligé d'importance sur la question.

MICHÈLE CLÉMENT *Université Laval*

### **Changing Canada: Political Economy as Transformation**

Wallace Clement and Leah Vosko, eds.

Montreal: McGill-Queen's University Press, 2003, pp. xxxii, 498

Wallace Clement and Leah Vosko have compiled a superlative collection of articles that provide Canadian political economists, professors of Canadian politics and advanced undergraduate and graduate students with a key resource. As the third collection of work surveying the contemporary status of the theory and methodology of political science. Virtually all of the contributions evince a shift away from intellectual Keynesianism. Rather than focusing on the Canadian nation-state, federal-provincial relations and the use of public policy to integrate citizens into "nationalist projects," the contributors demonstrate the effects of neoliberal restructuring and globalization in reformulating both the subjects and methods of interrogation known as political economy. The nationalist tendencies that have sometimes characterized the Canadian left are challenged, as is the privilege of laborism. Strong and persuasive cases are made for the importance of linking production and reproduction, for analyzing consumption and for including ecological, urban and cultural analyses within political economy. In doing so, the collection takes no prisoners. The "sub-fields" of the discipline, the boundaries of the discipline, and political economy itself are open to scrutiny and reformulation.

The editors note that previous volumes have taken "revival" and "understanding" as their central organizing principles (xi). The latest collection focuses on transformation, not only to observe it, but to incite it and not only at the level of political institutions, economic structures and social life but within the discipline of political science. Virtually all of the contributions evince a shift away from intellectual Keynesianism. Rather than focusing on the Canadian nation-state, federal-provincial relations and the use of public policy to integrate citizens into "nationalist projects," the contributors demonstrate the effects of neoliberal restructuring and globalization in reformulating both the subjects and methods of interrogation known as political economy. The nationalist tendencies that have sometimes characterized the Canadian left are challenged, as is the privilege of laborism. Strong and persuasive cases are made for the importance of linking production and reproduction, for analyzing consumption and for including ecological, urban and cultural analyses within political economy. In doing so, the collection takes no prisoners. The "sub-fields" of the discipline, the boundaries of the discipline, and political economy itself are open to scrutiny and reformulation.

The volume contains 19 articles organized into five sections: Political Transformations, Welfare State Restructuring, International Boundaries and Contexts, the New Urban Experience and Creative Sites of Resistance. The chapters in the first section concern subjects that have been stalwarts of political economy analysis. Mel Watkins begins the collection, characterizing the contemporary moment through the lens of Karl Polanyi's double movement of power and resistance, or movement and counter-movement. Watkin's chapter sets the stage for the rest of the collection, establishing elements of the tradition (Americanization, the welfare state, Canadian nationalism) through and against which other contributors are working.

Chapters on Quebec by Daniel Salée, Aboriginal peoples by Joyce Green, and social movements by William Carroll and Elaine Coburn are also included in the first section of the text. In his analysis of the current state of Quebec politics, Salée argues that neoliberalism has ravaged what might have existed as a distinct, social democratic approach to governance in the province despite the efforts by the Parti Québécois to present a consensual politics to the rest of Canada. In her discussion of Aboriginal peoples, Green asserts that while it has become impossible to separate the colonizer from the colonized, decolonization is nonetheless possible. Carroll and Coburn's contribution provides a useful outline of the link between theory and practice in Canadian political economy from its roots in Harold Innis to contemporary analyses of anti-globalization activism. This chapter should be standard reading for students writing

comprehensive exams in Canadian politics and for professors formulating lectures on the Canadian political economy tradition.

Notably absent from this opening section was a chapter concerning the constituents of the Canadian economy (resources, manufacturing and services). In their Introduction the editors direct readers to the previous volume, *Understanding Canada* (Montreal: McGill-Queen's University Press, 1997), to fill this gap. Personally, it would have been preferable to have a new chapter, articulating the role of the service sector in the Canadian economy, included here. Nonetheless, Vincent Mosco's excellent chapter on the communications industry does fill some of this gap.

The section of articles addressing welfare state restructuring highlights the important contributions that feminist analysis continues to make to political economy. Articles by Wendy McKeen and Ann Porter (on welfare restructuring); Jane Jenson, Rianne Mahon and Susan Phillips (on child care); Pat Armstrong, Mary Cornish and Elizabeth Millar (on pay equity); and Judy Fudge and Vosko (on contingent work) demonstrate the importance of linking productive and reproductive labour in order to challenge meaningfully the false separation of social and economic life.

In the International Boundaries and Contexts section, Laura Macdonald and Christina Gabriel explore the simultaneous opening and closing of North American borders and William Coleman and Tony Porter outline the global competitive pressures evident in the Canadian financial sector, pointing to the issue of bank mergers and the effective resistance of Canadians. Eric Helleiner provides an enlightening history of debates concerning currency union and Mosco outlines the significance of technological change in reshaping the media and communications sector.

Articles advocating the importance of urban politics and urban space in understanding the contemporary dynamics of the Canadian political economy are authored by Caroline Andrew, Roger Keil and Stefan Kipfer, and Vic Satzewich and Lloyd Wong. This is a very strong section of the book, precisely because of the skill of these authors in providing substance to the global-local connection.

The final section of the collection contains articles advocating new ways of thinking about political economy—through an ecological approach (Laurie Adkin), by incorporating youth into political economy analyses (Robert Hollands) and by meshing cultural and economic analyses (Hollands, Fuyuki Kurasawa). Sam Gindin and James Standford take up an old agent—the labour movement—and demonstrate means and obstacles to revitalizing labour in the face of the contemporary challenges posed by labour market restructuring and capital flight.

Clement and Vosko have done Canadian political economy a great service through the production of this book. Its component parts certainly stand on their own, but I would encourage readers to consider the volume in its entirety. It provides a powerful testament to the on-going strength of the political economy tradition.

LOIS HARDER *University of Alberta*

### **From Free Trade to Forced Trade: Canada in the Global Economy**

Peter Urmetzer

Toronto: Penguin Canada, 2003, pp. 248

Peter Urmetzer questions how free “free trade” is and what impacts, if any, it has on the Canadian economy. In mercantilist times, Canada experienced “forced trade” with imperialist Britain as its products were extracted under coercive conditions with Britain exerting total control over its colony's imports and exports. The present-day frenzy to sign free trade agreements can be viewed as producing a different form of forced trade. The problem, Urmetzer contends, is that neoliberal governments in Canada are negotiating and signing new trade agreements before undertaking any real assessment of whether these pacts benefit or harm their economy.



Critics of the left would point to the same cozy connection between economic privilege and trade regimes in today's NAFTA and WTO that existed in European mercantilist empires from the sixteenth century to the mid-nineteenth century. Urmetzer, however, prefers to attack the poor evidence that proponents of free trade use in their defence of free trade agreements. Part of the problem is the difficulty of proving one way or another whether trade agreements promote or harm economic growth, or create or shed jobs. Instead of sorting out, among a multitude of causal factors, the influence of free trade on Canada's prosperity, many proponents appear to employ the circular argument that free trade agreements are obviously beneficial because they result in increased trade among nations. It would be more helpful if proponents of free trade were to demonstrate, if they can, how free trade promotes increased employment and general economic prosperity.

Urmetzer's next line of attack is to consider carefully the historical context in which free market and free trade theories emerged. He tries to determine their present-day relevance by examining the lives, theories, public policy stances of Adam Smith, David Ricardo, Friedrich List, and John Maynard Keynes and the international political economy of their times. Interestingly, Smith and Ricardo were troubled about the ties between power and privilege in their day, and would likely challenge today's corporate-oriented globalization and "forced trade," unlike the current proponents of free trade agreements who conjure up the names and theories of Smith and Ricardo in defence of the interests of a privileged corporate elite. Unlike today's supply-side economists, Smith defined wealth in terms of a higher level of consumption by the average worker; "No society can surely be flourishing and happy, of which the far greater part of the members are poor and miserable" (49).

Next the author turns to the key assumptions that underlie David Ricardo's theory of comparative advantage, arguing that they no longer apply. Ricardo had hoped to convince Parliament to rescind the Corn Laws with his doctrine of comparative advantage and even by joining Parliament (buying a seat in 1819). But he assumed that there was no unemployment. This no longer is the case in a world beset by high unemployment and overproduction. Further, Ricardo did not expect capital to be mobile. Finally, the unit of analysis in Ricardo's example is the country whereas now private producers, not governments, decide what to manufacture. While Urmetzer questions the applicability of Smith and Ricardo's ideas to today's world, he sees Keynes's work of continuing relevance. Keynes's ideas on state intervention are "an effective antidote to the free market ideas espoused by so many contemporary politicians and economists" (77).

While the book handily tackles key contemporary arguments used to support the theory and practice of free markets and free trade, it fails to address adequately a number of other important issues: whether or not there is a democratic deficit, whether free trade poses a threat to state sovereignty, and the adverse impact free trade arrangements can have on the environment. Instead of detailed analyses, the author tends to offer such offhanded statements as the following: "the WTO happens to advocate free trade and we should not expect it to start fighting to save the environment, much the same way we would not expect Greenpeace to champion free trade" (141). The Brundtland Commission made a strong case as long ago as the mid-1980s for integrating the environment into economic decision making at all levels, including trade regimes.

Urmetzer repeats the often-repeated neoliberal claim that an environmental clause in the WTO would simply be abused by protectionist governments, that NAFTA's Chapter 11 on Investment is not problematic, and that trade regimes should maintain their current risk assessment approach rather than adopting the more environmentally sound precautionary principle. He points to a single exception where the WTO did come down on the side of the environment (its ruling against Canada and its upholding of France's prohibition of asbestos) as evidence that "the WTO does not, as its opponents are wont to claim, always rule in favour of trade."



While the book treats North/South relations and labour issues extremely well, its self-conscious attempt to present a “balanced” perspective comes at the cost of fully appreciating the negative impacts of free trade regimes on democracy and the environment.

ANITA KRAJNC *Queen's University*

### **In the Long Run We're All Dead: The Canadian Turn to Fiscal Restraint**

Timothy Lewis

Vancouver: University of British Columbia Press, pp. x, 278

Canada's new fiscal orthodoxy of balanced budgets emerged from more than 20 years of chronic deficits as both senior levels of government struggled with challenges of adapting to circumstances often beyond their control. These challenges may be seen the context of what John G. Ruggie has described as “embedded liberalism”—co-operation among governments to define the rules of the international economic system in ways “compatible with the requirements of domestic (political and economic) stability” (“International regimes, transactions, and change: embedded liberalism in the postwar economic order,” *International Organization* 36:2, 1982).

In his book, *In the Long Run, We're All Dead: The Canadian Turn to Fiscal Restraint*, Timothy Lewis provides a thoughtful, detailed analysis of deficit politics and its relationship to the role of ideas in shaping both public policies and public perceptions of them. The book explains the gradual shift from the Keynesian orthodoxies that generally informed Canadian budgetary policies between the 1940s and the 1980s to the contemporary dominance of neoliberal concepts of the state and the related use of balanced budgets to discipline public expectations and demands. However, unlike Ruggie's theory, which focuses mainly on relations between national governments' interaction with the international economic system and domestic politics, Lewis' emphasis is on the primacy of domestic politics and policy choices.

In his “search for understanding” (x), Lewis generally succeeds in transcending the partisanship and polemics that have often characterized these debates. Following Weber, he emphasizes an instrumental view of ideas that “publicly support and privately rationalize interests” and help to explain their “entrenching...in institutions” (12). He carefully assesses the historical evolution of Canadian budgetary policies and priorities during the Pierre Trudeau, Brian Mulroney and Jean Chrétien/Paul Martin years, and the persistent efforts of governments to shape, respond to, and ultimately to dilute public expectations fostered by the politics of embedded liberalism.

The embedding and persistence of Keynesian ideas of public finance as a means of “protecting state and society from the excesses of unfettered market functions” (156) ...“even as the state promotes economic activity by helping markets to function” (5) are portrayed convincingly as explanations both for intractable deficits and the difficulties faced by successive governments in overcoming Canadians' entrenched expectations that governments would shield them from the costs of adjusting to a rapidly changing economic environment. Lewis challenges both the supposed inevitability of deficit reduction and partisan claims that Canadian governments had been captured by business and neoliberal interests that allegedly exaggerated the problem of the deficit in pursuit of their broader ideological agendas. As a result, *In the Long Run, We're All Dead* is a useful antidote to the conventional ideological wisdom of both “right” and “left.”

An underlying theme of the book is the author's contrast between what he describes as the politics of “embedded liberalism” (*per* Ruggie) and “neo-liberalism.” A related subtext is the tension between normative and empirical approaches to the study of fiscal policies, politics, and the broader role of the state in both economy and society. Lewis acknowledges that the fiscal and economic policy shifts of the Mulroney and Chrétien era involved a mix of continuity, adaptation and substantive changes in policy objectives. However, his characterization of the two systems as “ideal types”

based on fundamentally conflicting views of the relationship between state policies and market forces is hard to square with a careful reading of Ruggie's conception of "embedded liberalism" as a varied and evolving combination of "complementarity," "ambivalence" and tension between the accommodation of market forces and interventionism in domestic policies. By emphasizing an interpretation of "embedded liberalism" that stresses the protective functions of domestic fiscal, economic and social policies, rather than the interaction of "accumulative" and "legitimizing" functions of Keynesian political economy, Lewis demonstrates the internal tensions and contradictions within interventionist Keynesianism that made it vulnerable to the neoliberal assault of the 1980s and 1990s.

These tensions are demonstrated most clearly in his analysis of the "political economy of economic decline." Lewis argues credibly that it was the populist middle-class backlash against declining living standards that made it politically possible during the 1990s for neoliberal governments to move from primarily rhetorical to substantive efforts at deficit reduction. This backlash is portrayed as a direct result of a series of deliberate policy shifts which, rather than shielding Canadians from global economic forces, greatly increased their conscious exposure to international competition and structural economic change.

In his conclusion, Lewis recognizes that contemporary neoliberalism "is built on the embedded liberalism that...created the conditions that made neo-liberalism viable" (199)—and that both sets of norms are inescapable parts of the liberalism that has dominated Canada's political and economic discourse since the Second World War, if not before. Despite Lewis' apparent normative commitment to Keynesian interventionism, he acknowledges that "a commitment to Anglo-American liberalism places limits on the extent to which the state can legitimately intervene on behalf of economy or society. In addition, states cannot maintain their legitimacy unless they appear to perform their accumulation function well" (195).

Any reader willing to approach Lewis' book with an open mind should emerge not only with a better understanding of the politics of budgetary policy but a clearer idea of the challenges of balancing and managing public expectations in a liberal democratic welfare state. Lewis' systematic use of Peter Hall's typology of first, second and third-order policy changes involving changes to the "settings" of specific policy instruments, the choice of policy instruments, and the major objectives of those policies, respectively, provides an effective teaching and analytical tool for instructors and students of public policy.

GEOFFREY HALE *University of Lethbridge*

### **The Divided Welfare State**

Jacob S. Hacker

Cambridge: Cambridge University Press, 2002, pp. xvi, 447

This book is a valuable contribution to the welfare state literature. Those who study the welfare state of the United States, especially those who are working within an institutionalist framework, will welcome it more warmly than others. Hacker's main thesis in this book is to challenge the notion that the distinctiveness in the US welfare system lies in the level of welfare spending, which is less than modest by European standards, and to state that what is unique in the US case is the extraordinarily large role the private sector plays. He discusses the reasons why the US is the only affluent society that does not guarantee a universal health care system for its citizens. Operating from within institutionalism, he not only discusses differential developments of health care and pension systems in America but the "institutional inertia" in the reversal of the welfare state as developed by writers like Pierson and Immergut. In doing so, Hacker's discussion of public and private pensions and health insurance is very well documented, and his exposition of the pre- and post-1945 developments is very well done.

Although this book is a required reading for any welfare state course syllabus, there are some points that could be criticized. First of all, Hacker states that when US welfare system expenditures are adjusted to include comparative tax burdens, tax expenditures and private social benefits, it is seen that the US welfare “regime” is better than average in terms of the share in GDP (13-16). This argument is developed against the arguments that welfare system expenditures in the US render it a “weak” welfare state as opposed the “strong” European ones, simply adding private insurance expenditures should not be enough to let the American welfare state jump into the higher league. As Hacker himself states in his last paragraph of the book, public and private insurance expenditures cannot easily be assessed using the same quantitative scale (25). Therefore, we need to emphasize the different qualitative characteristics of these expenditures, as Hacker himself seems to be close to doing in his last paragraph of the book when he writes about a “true social insurance” that “Americans have never left social insurance to the market, and if they did, true social insurance would not exist” (335). Moreover, although using the quantity of expenditures is never enough, one has to say that this alludes to important characteristics as neoliberal governments in the US showed us time and again. The US pre-occupation with containing costs is not only a quantitative choice but is qualitative as well.

Second, Hacker takes Gosta Esping-Andersen’s (1990) concept of “welfare-state regimes” and turns it into “welfare regimes” getting rid of the state (11). Considering Hacker’s basic argument that the state has the ability to shape the private insurance system, and all types of “revolutions” in American history leading to more private involvement are not market-led but “encouraged by public policy both directly and indirectly” (83), any conceptual change taking the attention away from the state should be rejected. This said, however, what Hacker does can also be interpreted as shedding light on the mechanisms which enable the American state, despite its dramatic growth, to find ways of providing social welfare goods and services without displacing the role of the private sector. “Via regulatory and tax policy, with incentives and restriction, through the omissions and commissions of public programs, by oversight and by design, American government contributed to the construction of a sphere of private social benefits far larger than in any other affluent democracy” (276). Although one has to say that Hacker’s book is a valuable study in unearthing these mechanisms, this cannot be done while discarding the term “state” as a conceptual tool.

Third, Hacker’s discussion of the institutionalist literature is excellent and key terms like “path dependence” are qualified by concepts like “critical junctures.” Also rightly so, Hacker, borrowing from historical institutionalism, criticizes “any simple appeal to a timeless logic of corporate organization or government intervention” (79). Nevertheless, his discussion seems to reproduce the perennial problem of institutionalism in sticking to continuity rather than rupture as the main rhythm of development, and explaining everything as incrementally arriving at its current phase in history. In such an understanding things can be fully explained provided that this be done post-festum. Unfortunately, the differential development of retirement pensions and health care in the US cannot be explained with reference to the “unique power of the medical profession” (187). The interested reader will see that Hacker’s answer to this problem, partly conceding to the problem, partly reiterating that to yet other institutional factors is far from being satisfactory. This, for such a well-written book, of course is not a point to extol. All in all, however, readers who invest time in this book will be amply paid back.

CENK AYGUL *York University*

**Development and Crisis in the Welfare State: Parties and Policies in Global Markets**

Evelyne Huber and John D. Stephens

Chicago: University of Chicago Press, 2001, pp. xiii, 416

This volume argues that partisanship played a decisive role in shaping the emergence of welfare states in Western democracies. It also assesses the impact of globalization on welfare states in the last two decades, and incorporates insights from institutionalist and feminist welfare state scholarship. In making their case, the authors use both historical case study and quantitative-comparative methodologies, and address the importance of path dependency in policy making. Most ambitiously, they situate their analysis of welfare states in relation to their broader political-economic contexts (what they term “production regimes”), and assess whether specific welfare state designs correlate with particular political economies.

Huber and Stephens’ analysis of the impact of partisanship adopts Gosta Esping-Andersen’s typology of welfare states, which divided the latter into liberal (mostly in the Anglo-Saxon world), conservative (primarily in Continental Europe) and social democratic (Scandinavian) models. In deference to Castles and Mitchell’s adaptation of this model, they recognize a fourth “wage earners” welfare state model in Australia and New Zealand. Consistent with Esping-Andersen’s findings in *The Three Worlds of Welfare Capitalism* (Princeton: Princeton University Press, 1990), Huber and Stephens determine that partisanship shaped welfare states decisively between the 1940s and the late 1970s, as long as parties of a particular stripe governed over the long term. Where social democratic parties predominated, a universalistic and comprehensive welfare state emerged, which paid particular attention to employment creation and active labour market policy. Conservative welfare states (termed “Christian democratic” here), which emerged where Catholic-influenced conservative parties governed, also provided ample social provision, but this was delivered through occupationally distinct contributory insurance measures. Christian democracy reproduced patriarchal family structures and resulted in much lower labour market participation rates among women than did social democratic regimes. Liberal welfare states emerged where secular parties of the right dominated; these were by far the most parsimonious and means-tested. The predominant ethos here was self-reliance and the reinforcement of market incentives. The “wage-earners” model resulted from strong labour unions in a setting of alternation between secular right and Labour governments; it combined generous benefits afforded through national labour arbitration schemes with otherwise liberal-minimalist measures.

These distinctive configurations emerged fully by the 1970s; subsequent developments to the mid- and late-1990s did not reduce significantly the differences among them. Unlike the earlier era, however, partisanship no longer had a significant effect on social policy change. Globalization prevented left governments from expanding provision significantly during these years, and right governments were cautious about curtailment benefits because of their popularity with voters. If politics still “matters” in understanding welfare state design, this is largely because of developments prior to the 1970s, not since.

This volume incorporates insights from institutionalism and feminism, research traditions often thought to be inconsistent with the partisanship thesis. States possessing parliamentary and unitary constitutions were able to introduce social reforms more quickly, and also to dismantle them faster after 1980. Presidential and federal constitutions retarded both welfare state expansion and contraction. The impact of the women’s movement is interpreted largely in terms of levels of female employment. Social democratic welfare states encouraged it, thereby stimulating greater demand for characteristically social democratic measures such as universal day care and training. By discouraging female employment, Christian democratic welfare states inhibited the emergence of robust women’s movements.

The most intriguing element of this study, for this reviewer, was its effort to correlate the four welfare state designs with economic structures of the type identified by David Soskice as liberal market and co-ordinated production regimes. Huber and Stephens identify no one-to-one correlation between the Esping-Andersen and Soskice typologies, but there are interesting parallels. Thus, while state sponsorship of industrial development was much more significant in Norway and Finland than in Sweden (all social democratic welfare states) they all possess co-ordinated production regimes.

In view of its extraordinarily ambitious agenda, it is inevitable that this volume has some weaknesses; yet they are surprisingly few. It could have benefited from more careful editing; there was too much repetition of arguments, and some chapters (especially those summarizing the quantitative research) were sometimes impenetrable. The effort to account for the role of institutions was convincing as far as it went; but the neo-institutionalist literature identifies other, more complex, ways in which institutions shape policy outcomes beyond the simple juxtaposition of concentrated and fragmented polities used here. Most feminist scholars are unlikely to be satisfied with an analysis that largely treats the impact of gender politics as an extension of initial welfare state design, mediated by the latter's impact on female employment. Huber and Stephens' treatment of path dependency is somewhat disappointing. This is a crucial issue for research in comparative public policy. Like the present volume, much of this literature has stressed the "varieties" of policy design that emerged and persisted in developed capitalist democracies. Yet even as it notes the implied choices available to citizens and policy makers, it simultaneously seems to foreclose the prospect or real choice by emphasizing how policy paths, once established, powerfully circumscribe future options. Huber and Stephens do not resolve this tension. They argue that while path dependency does narrow choice, it does not eliminate it. While most welfare states stayed on their post war "paths" after the 1970s (the United Kingdom and New Zealand being the exceptions), some nevertheless have been modified importantly long after taking a particular paradigmatic form. But the authors do not examine systematically what variables open up or preclude possibilities for change; this part of their analysis is somewhat inconclusive. The effort to link welfare state and production regime designs was also provisional. The authors acknowledge that particular welfare states can be reconciled with quite different political economies; but they do not give a clear indication of what the "limits of the possible" might be in this respect, or of what factors determine the compatibility of specific social and economic regime types. Finally, this reviewer was disappointed that none of the liberal welfare states was subject to detailed treatment in the historical case studies; their addition would have thrown into much sharper relief the divergences in social policy and politics that persist among affluent nations.

Nevertheless, it is impossible to end this review on anything other than a very positive note. This book is a definitive treatment of the current state of comparative welfare state research, encompassing a multitude of theoretical contributions and addressing many of the most challenging questions. It manifests an extraordinary breadth of methodological approaches and of knowledge of the relevant research; it is argued subtly and persuasively.

RODNEY S. HADDOW *St. Francis Xavier*

### **Famines et politique**

Sylvie Brunel

Coll. « Bibliothèque du Citoyen »

Paris : Presses de Science Po, 2002, 130p.

Publié sous l'égide de la collection Bibliothèque du Citoyen, ce fascinant petit ouvrage tente d'expliquer pourquoi et comment les famines continuent à persister encore alors

que l'humanité possède les moyens de les prévenir et que les quantités de nourriture produites dépassent amplement les besoins. Tout d'abord proposé par Amartya Sen, pionnier de l'analyse des mécanismes des famines, ce paradoxe constitue le fil conducteur de Sylvie Brunel dans *Famines et politique*. Géographe et économiste, spécialiste des enjeux Nord-Sud, en particulier de la coopération internationale et de l'alimentation, auteure prolifique, Sylvie Brunel est également présidente de l'organisation humanitaire internationale Action contre la faim. *Famines et politique*, qui est un véritable effort didactique de vulgarisation, combine avec habileté une longue expérience de travail sur le terrain et des années de recherches sur la faim et l'économie politique internationale de l'alimentation.

D'entrée de jeu, il importe de distinguer malnutrition et famine, le premier étant « un déséquilibre de la ration alimentaire en quantité et/ou qualité » tandis que la famine « est une rupture absolue de l'approvisionnement alimentaire pour des populations entières » rupture qui mène à leur mort si rien n'est entrepris pour parer au processus de dénutrition (15-16). Si la malnutrition est l'effet de la pauvreté chronique et la conséquence de déséquilibres et d'iniquités économiques structurelles, la famine est un produit de la géopolitique en ce qu'elle touche certains groupes de la population visée de manière intentionnelle par les élites au pouvoir.

Selon Brunel, il serait bien plus facile d'enrayer la malnutrition que les famines, car il existe suffisamment de nourriture et de stocks alimentaires pour nourrir l'ensemble de la population mondiale. Contrairement aux arguments néo-malthusiens sur la surpopulation, il est maintenant reconnu que la Terre a la capacité de nourrir jusqu'à 11 milliards d'individus à la condition d'avoir des politiques de développement et de gestion économique appropriées. Avec une politique alimentaire bien orchestrée misant sur l'éducation nutritionnelle, des programmes de santé maternelle et infantile et un soutien accru à la petite production agricole familiale, il serait possible d'accomplir d'immenses progrès dans la lutte contre la malnutrition.

Enrayer les famines, par contre, est un problème complexe et contingent de décisions politiques. Aussi longtemps que certains régimes et mouvements politiques tirent profit impunément de la famine par le biais du contrôle qu'elle leur permet d'exercer sur certaines populations et par l'apport d'aide humanitaire et économique, il est fort à parier que les famines persisteront. Selon Brunel, « [L]a faim de certaines catégories de populations est devenue, en effet, pour un certain nombre de régimes ou de mouvements politiques marginalisés, le moyen le plus abouti de garantir leur survie et leur pérennité, à partir du moment où la rente géopolitique de l'aide publique au développement s'est effondrée au tournant des années 1990, avec la fin de l'affrontement Est-Ouest » (35).

Si la guerre froide permettait à certains régimes et groupes politiques non élus et sans responsabilité de recevoir un soutien extérieur, l'ère post-1990 est marquée par le besoin de maximiser les bénéfices financiers, provenant soit de ressources naturelles (pétrole ou diamants, par exemple), soit du trafic de drogues illicites ou d'armements, mais aussi de la « rente humanitaire ». Cette dernière est rendue possible grâce au « pouvoir compassionnel des opinions publiques occidentales » (36) et au rôle prépondérant des médias dans la couverture souvent sensationnaliste des famines à grand renfort d'images d'enfants affamés.

Brunel souligne que les « nouvelles famines » tirent profit de trois éléments de la mondialisation; 1). la rapidité avec laquelle circule l'information; 2). l'importance et l'influence des opinions publiques internationales, y compris ce qu'elle décrit comme l'« effet compassion », et enfin, 3). l'humanitarisation grandissante de l'aide publique au développement. Si les régimes politiques du Sud tirent profit de ces types de famines, les pays du Nord récoltent également plusieurs avantages de l'envoi d'assistance et de coopérants humanitaires. Ces mesures permettent de calmer l'opinion publique alarmée par un nouveau drame humanitaire présenté par les médias, de diriger et par-



fois distraire l'attention du public vers les efforts d'un pays pour une « bonne cause », de calmer momentanément les demandes économiques des pays du Sud, de mieux connaître la situation sur le terrain et d'endiguer parfois l'exode massif de réfugiés.

Les famines d'aujourd'hui ne sont ni inéluctables, ni inévitables, ni même naturelles. Les famines dites « provoquées » ne sont pas nouvelles. Ces dernières se produisent lorsqu'un groupe ou mouvement politique au pouvoir soustrait la disponibilité des stocks alimentaires à un groupe ennemi pour obtenir sa reddition, au pire son annihilation ou pour prendre le contrôle d'un territoire. Aujourd'hui, avec le pouvoir des médias, le poids de l'opinion mondiale et la menace de sanctions internationales rendent difficile l'utilisation ouverte de l'arme de la famine. Il faut donc parler plutôt de famines « niées ». Tout comme dans le passé, elles frappent des minorités, des groupes isolés ou marginalisés, précédemment affaiblis par de nombreuses années de discrimination. Brunel offre quelques exemples : 1) en 1984, le gouvernement du Colonel Mengistu en Éthiopie nie l'existence de la famine qui frappe les provinces du Nord où il est alors en guerre contre les populations rebelles du Tigré et de l'Érythrée; 2) en 1996, Laurent-Désiré Kabila alors au Kivu, où il amorce son offensive contre le régime de Kinshasa, nie que des milliers d'Hutus rwandais en fuite et cachés dans les forêts avoisinantes meurent de faim; ou encore, 3) les Rohyngias, une minorité musulmane en Birmanie exploitée, affamée et virtuellement asphyxiée par le pouvoir militaire de Rangoon qui continue à nier l'existence d'une telle situation.

Aux famines « provoquées », aujourd'hui dites « niées », s'ajoutent deux autres types de famine. Les famines dites « exposées » et les famines « créées » qui ont la caractéristique commune d'être des famines « utilitaires », c'est-à-dire qu'elles servent non plus à éliminer une minorité ethnique ou un groupe politique dissident, mais plutôt à les contrôler et assurer une plus grande stabilité au régime qui les oppresse. Le but poursuivi est clair « d'abord soumettre les populations civiles et prélever leurs ressources pour les redistribuer aux combattants afin de les récompenser de leur allégeance, mais aussi attirer l'aide, négocier une légitimité politique, redistribuer l'occupation de territoires » (40). Dans le cas des famines « exposées », le régime en place exploite les avantages d'une situation préexistante (par exemple, l'Irak, post 1991, la Corée du Nord depuis 1995, l'Éthiopie à différentes reprises depuis 1973, et le Soudan depuis 1983). Quant aux famines « créées », elles résultent de mesures intentionnelles (par exemple, le Libéria et le Sierra Leone en 1997, et le Sud Soudan).

Pour Brunel, il est possible de regrouper les famines contemporaines selon quatre groupes, les famines créées, les famines niées, les famines exposées, et les famines évitées. Dans le dernier cas, il s'agit de famines qui ont pu être prévenues grâce à une intervention appropriée de l'État et une assistance alimentaire humanitaire adéquate. Le troisième chapitre de l'ouvrage dresse un portrait d'ensemble des grandes famines qui ont marqué le 20<sup>e</sup> siècle et fait ressortir l'utilité de la typologie proposée. Celle-ci permet de mieux comprendre les calculs politiques et les aléas de l'assistance humanitaire internationale. Ce survol démontre aussi que les choix politiques, parfois aggravés par des erreurs économiques, expliquent beaucoup mieux qu'une quelconque fatalité naturelle les famines contemporaines.

Trois grandes périodes marquent les famines du 20<sup>e</sup> siècle. La première se caractérise par les grandes famines idéologiques de la première moitié du siècle (Turquie 1915-1917, Russie 1921-22, Ukraine 1932-1933, extermination des Juifs 1941-1945, Grèce 1942, et Bengale 1943). La seconde période est celle des famines de la guerre froide; cette période voit naître l'assistance humanitaire internationale (Chine 1958-1961, Nigeria 1968-1970, Bangladesh 1971 et 1974, Sahel 1973, Éthiopie 1973-1974 et 1983-1985, Cambodge 1974-1979 et le Timor 1975). C'est durant cette période qu'apparaît un dilemme toujours actuel pour nombre d'organisations d'assistance humanitaire : celui d'avoir à choisir entre la dénonciation de l'instrumentalisation de l'aide par le régime politique en place, au risque de se faire expulser du pays et d'aban-



donner ainsi les véritables victimes, et le silence pour pouvoir intervenir directement auprès des victimes, tout en sachant que cette attitude est un quasi-cautionnement d'un régime politique qui est en grande partie responsable des souffrances des victimes.

D'après Brunel, on compte presque autant de famines durant la période la plus récente, celle de l'après-guerre froide (depuis 1990), que durant les 50 années qui l'ont précédée. Si un grand nombre d'entre elles ont pu être enrayerées au prix d'envoi massif d'aide humanitaire, « l'utilisation des famines comme outils de propagande au service de mouvements armés ou de régimes désormais marginalisés, en quête de nouveaux moyens pour assurer leur perpétuation et leur assise sur les populations civiles » est maintenant devenue la norme (100). Les principaux exemples sont : le Kurdistan irakien 1991, la Somalie 1992, le Rwanda 1994, le Zaïre 1996, l'ex-Yougoslavie 1992-1995, le Kosovo 1999, et l'Éthiopie 2000. Il est ironique de constater un bilan aussi lourd alors que l'après-guerre froide avait été proclamée comme l'ère de la récolte des « dividendes de la paix ». Aujourd'hui, c'est tout le contraire qui se produit. Plus que jamais, la famine est devenue une arme politique pour des régimes ou mouvements politiques à la recherche de nouveaux moyens de consolidation de leur pouvoir.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, Brunel trace la généalogie des famines modernes, reprenant plusieurs éléments de son analyse pour démontrer qu'elles sont avant tout la résultante de choix politiques. Le cercle vicieux des famines contemporaines s'amorce habituellement alors que la production alimentaire est suffisante. Ce n'est qu'après avoir intentionnellement assujéti une partie de la population à la famine, avec pour conséquence l'affaiblissement des capacités productives, que la production alimentaire chute dramatiquement. Ironiquement la justification de la famine arrive post-mortem. Ainsi, la chute de production justifie « les appels à l'aide des gouvernements des pays où se produit la famine et les exonère de leur responsabilité » (113). Dans ce contexte, il est difficile pour quiconque d'expliquer qu'en réalité les raisons de la famine précèdent la pénurie alimentaire alors que les médias, les agences humanitaires et de secours d'urgence bombardent l'opinion publique d'images d'affamés et d'enfants et de mères au seuil de la mort. Aujourd'hui, les régimes politiques qui affament leurs populations le font pour des raisons de calculs et stratégies politiques. Opérant selon une logique de prédation, ces régimes suspendent les droits d'accès d'un groupe ciblé et s'accaparent de leurs ressources. De plus, la famine qui s'ensuit assure l'arrivée massive d'assistance humanitaire et de ressources financières.

Refusant toute conclusion fataliste, Brunel écrit plutôt que : « [L]a véritable question n'est donc pas de savoir si le monde peut nourrir le monde, mais s'il veut nourrir le monde » (130). Il faut avoir le courage de dénoncer tout haut le jeu des régimes affameurs qui ont si bien compris combien l'utilisation de la famine peut leur être utile, mais aussi la complicité tacite des pays occidentaux. *Famines et politique* expose avec succès l'absence d'une véritable volonté internationale d'agir, et ce malgré de multiples déclarations internationales et de grands principes pour un multilatéralisme humanitaire. Facilement accessible et d'une très grande clarté, ce livre saura intéresser bien des gens, notamment les étudiants(es) universitaires, les membres d'organisations de coopération internationale ou encore les fonctionnaires de l'aide au développement.

DOMINIQUE CAOUCETTE *Inter Pares, Ottawa*

### Les stratégies du terrorisme

2<sup>e</sup> ed augmentée

Gérard Chaliand, sous la direction de

Paris : Desclée de Brouwer, 2002, 251 p.

Depuis le 11 septembre 2001, le terrorisme devient un sujet de plus en plus étudié par les spécialistes des études de sécurité. Toutefois, certains chercheurs s'y attardaient bien avant ces événements tragiques. L'un d'eux est bien entendu Gérard Chaliand,

spécialiste français bien connu. Il s'agit d'une nouvelle édition d'un ouvrage paru initialement en 1999. En plus des sept chapitres écrits par divers spécialistes, de l'introduction et de la conclusion, l'ouvrage a maintenant deux nouveaux textes de Chaliand, un avant-propos sur le 11 septembre 2001 et un texte présenté lors des cérémonies marquant le cinquième anniversaire de l'attentat d'Oklahoma City.

L'ouvrage s'ouvre sur un avant-propos incisif de Chaliand sur les événements de New York et du Pentagone. Pour lui, le parallèle à faire n'est pas avec Pearl Harbour en 1941 mais avec Beyrouth en 1983. Le 11 septembre démontre l'importance de la privatisation de la violence et des acteurs non étatiques dans le monde post-guerre froide. Selon Chaliand, on peut postuler que l'objectif recherché par les commanditaires de ces événements était un soulèvement des masses islamiques, particulièrement au Moyen Orient; jusqu'à présent, c'est un échec. Est-ce une nouvelle forme de terrorisme? Chaliand considère plutôt que le 11 septembre est le stade ultime du terrorisme classique né en 1968 (pour une thèse opposée à celle de Chaliand, voir François Heisbourg, *L'hyperterrorisme : la nouvelle guerre*). La différence est davantage quantitative que qualitative (notamment par le nombre de victimes et le nombre de terroristes exécutant l'attentat terroriste). Il fait bien ressortir le ressac d'une politique américaine basée sur l'islamisme sunnite durant la guerre froide contre l'URSS mais aussi contre l'Iran. Depuis la fin de la guerre froide, cette politique s'est retournée contre son géniteur : la manifestation la plus évidente en étant ce fameux 11 septembre 2001.

Après ce riche avant-propos, le texte suivant sert d'introduction à la question du terrorisme. Encore une fois sous la plume de Chaliand, cette présentation ne propose pas un survol des divers aspects traités dans le livre mais plutôt une réflexion globale sur le terrorisme contemporain. Pour l'auteur, le terrorisme contemporain est né en 1968, d'une double matrice, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Si on a connu durant la guerre froide un terrorisme de gauche, celui-ci a presque entièrement disparu au profit de l'islamisme radical, et, dans une moindre mesure, d'un terrorisme lié au crime organisé et même à une forme de terrorisme de droite. Les principaux constats de Chaliand sont que les attentats importants utilisent comme moyen des véhicules piégés. On se retrouve devant un terrorisme qui frappe de plus en plus aveuglément. Par ailleurs, Chaliand doute de la probabilité d'un acte terroriste utilisant des armes de destruction massive (ADM) et ce, malgré l'obsession américaine vis-à-vis de cette menace. Il y a bien le cas de la secte Aum, mais cela serait plutôt l'exception que la règle. Le risque pour Chaliand n'est pas tant une destruction de masse qu'une panique de masse. À son avis, la mesure la plus efficace pour lutter efficacement contre le terrorisme demeure le renseignement.

Le texte suivant de Jean-Philippe Conrad propose un survol de l'activisme islamique. Il dresse un historique des principales mouvances et décrit le rôle de certains événements, dont la guerre en Afghanistan et la révolution iranienne, dans la montée de la politisation de l'Islam. Il montre bien la démarche de réislamisation de la jeunesse à partir des décennies 1970-1980 dans plusieurs États de confession musulmane par l'action caritative de plusieurs groupes radicaux, dont le Hamas dans les territoires occupés de Palestine. Il souligne enfin les problématiques particulières du terrorisme en France.

Le spécialiste israélien du terrorisme, Ariel Merari, propose une réflexion importante sur l'éternel problème de la définition du terrorisme. À son avis, une définition acceptable doit reposer sur les trois caractéristiques déjà identifiées par Schmid et Jongman en 1988, à savoir : usage de la violence, recherche d'objectifs politiques et volonté de semer la peur dans la population ciblée. L'auteur suggère une distinction utile entre la guérilla – qui cherche à établir un contrôle physique sur un territoire et le terrorisme qui demeure dans le registre de l'action psychologique. Il rappelle qu'il est difficile de porter un jugement moral sur le terrorisme en raison d'une impossible généralisation des valeurs propres de l'Occident. Cependant, d'un point de vue occidental,

le terrorisme est évidemment une forme d'action immorale. Il remarque que l'utilisation du terrorisme comme forme d'action a été, globalement, un échec avec quelques réussites ici et là (négociations pour faire libérer des otages par exemple). Dernier point, si scientifiquement, il est nécessaire de faire la distinction entre guérilla et terrorisme, sur le terrain, cette dichotomie s'avère plutôt floue dans bien des cas.

Le texte de Ranstorp examine la nature de la terreur sacrée, c'est-à-dire, le terrorisme basé sur des considérations religieuses. Son propos est dense et très instructif, particulièrement dans la conjoncture actuelle. Il permet de bien circonscrire et de comprendre la montée de ce type particulier de motivation pour le terrorisme. À la naissance du terrorisme contemporain en 1968, aucun groupe terroriste religieux n'était recensé. En 1999, 25 pour cent des groupes terroristes de par le monde étaient d'essence religieuse. Cette explosion de la terreur sacrée s'explique par la prolifération des conflits identitaires, par les transformations sociales, économiques et politiques, par la répression des gouvernements non démocratiques et, pour certains comme la secte Aum, par la fin du millénaire. L'auteur montre « le besoin de bénédiction » des autorités religieuses pour les terroristes perpétrant des attentats motivés par la religion. Dans sa conclusion « prophétique », Ranstorp doutait de la capacité de l'Occident de répondre adéquatement à cette menace. Cette constatation demeure plus que jamais d'actualité.

Malgré un titre qui n'a aucun lien avec son propos, Hoffman offre aussi un tour d'horizon des grandes tendances du terrorisme international post-guerre froide. À la lecture de ce texte, on constate que les attentats du 11 septembre s'imbriquent globalement dans les tendances qu'il décrit, ce qui justifie le qualificatif de stade ultime du terrorisme international invoqué par Chaliand. Hoffman relève les tendances suivantes : baisse du nombre d'actes terroristes mais augmentation de la létalité, présence soutenue de la terreur sacrée, utilisation d'amateurs et perfectionnement de la capacité opérationnelle des spécialistes et revendications tardives ou absentes dans plusieurs cas. Le dernier point tend à montrer que la violence devient plutôt une fin qu'un moyen. En ce qui concerne les ADM, les événements de 1995 marquent une possible rupture en raison de la nature de l'arme employée (gaz sarin) et de la recherche d'une destruction massive. Toutefois, dans le cas d'un terrorisme nucléaire, le risque est plus plausible du côté d'une bombe sale que du côté d'une véritable arme nucléaire.

Le texte de Campbell est quelque peu différent des précédents par le fait qu'il se concentre exclusivement sur une étude de la secte Aum, responsable des attaques au gaz sarin le 20 mars 1995 dans le métro de Tokyo qui causa la mort de 12 personnes et plus de 5 000 blessés. Il ressort de l'analyse de Campbell que l'utilisation d'ADM par cette secte millénariste s'explique par un amalgame de raisons particulier : désir de pouvoir d'un autocrate, justification par une idéologie religieuse et enfin, nature très fermée du groupe.

La contribution de Wilkinson complète bien celles de Merari, Ranstorp et Hoffman. Il propose une réflexion sur les grands objectifs du terrorisme international tels que l'obtention d'une publicité importante et la création d'une ambiance de terreur. Il constate toutefois comme Merari que cette forme de violence politique atteint rarement ses objectifs premiers. Il souligne que la zone la plus sensible est le Moyen-Orient et décrit l'aide de l'Iran au terrorisme international durant la décennie 1990. Il discute également des cibles potentielles : bâtiments diplomatiques, dont ceux de l'ONU, industries, etc., mais c'est en fait la population civile qui demeure la plus vulnérable. Selon l'auteur, le mode opératoire des terroristes devrait demeurer les attentats aux véhicules piégés parce qu'il permet une grande létalité. Il considère que le terrorisme nucléaire est un risque potentiel, se démarquant ainsi de Chaliand. Pour lui, les terroristes ont une rationalité qui est différente de la nôtre. Il fait aussi remarquer le risque d'un accroissement des attaques avec des missiles sol-air portables. Enfin, il rappelle avec acuité que la lutte contre le terrorisme, dans les démocraties libérales, repose sur le difficile équilibre entre les libertés et la sécurité. Le 11 septembre est très instructif à ce propos.

De son côté, François Géré s'intéresse au terrorisme nucléaire. Ce texte aurait mérité une véritable mise à jour. Cependant, pour la décennie 1990, il affirme que la probabilité d'un attentat nucléaire demeure peu élevée en raison de l'absence d'un véritable marché noir du nucléaire, entre autres parce que le crime organisé ne semble pas s'intéresser à un marché à haut risque et potentiellement peu rentable comparativement au marché de la drogue, etc. Pour lui, le terrorisme nucléaire est essentiellement une obsession américaine basée sur des considérations autres que la sécurité.

L'ouvrage se clôt par deux courts textes de Chaliand. Le premier propose une analyse de la relation entre les médias et le terrorisme. À la lumière de plusieurs exemples, il montre l'impact psychologique du terrorisme sur certains événements dont l'élection, en Israël, de B. Netanyahou à la suite des attentats suicides du Hamas et du Djihad islamique. Enfin, il analyse les conclusions de la conférence de Shefayim en 1997 pour les journalistes couvrant ce type d'événements. Le second texte montre les dangers sécuritaires dans le monde. À la toute fin, il met en lumière trois faits importants : 1) il peut être nécessaire d'utiliser la violence pour assurer des changements dans des sociétés non démocratiques; 2) la perception de l'Occident est à l'opposée de celle du reste du monde. L'Occident n'a jamais été aussi en sécurité, sauf d'un point de vue psychologique; 3) « le terrorisme est le prix modeste payé pour un statu quo mondial qui est l'expression de l'hégémonie de l'Occident et par-dessus tout des États-Unis ».

Pour ceux et celles qui s'intéressent à la problématique du terrorisme, spécialistes comme néophytes, cet ouvrage collectif offre une panoplie de points de vues, même si le corps de l'ouvrage n'a pas été révisé depuis sa première publication en 1999. Bien entendu, des textes sur les nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme telles que la création d'un ministère de la Sécurité intérieure (Department of Homeland Security) aux États-Unis, sur les nouveaux risques comme la sécurité des ports (conteneurs), sur la probabilité d'un acte terroriste chimique, bactériologique, radiologique ou nucléaire, sur l'hypothèse liant (ou non) terrorisme et pauvreté, sur les liens ambigus entre la criminalité transnationale et le terrorisme, pour nommer certaines préoccupations actuelles, auraient aussi mérité une attention particulière. De même, il est dommage que ce livre n'ait pas véritablement d'introduction ni de conclusion. Malgré le lien évident entre les textes, une mise en perspective de ceux-ci auraient été bénéfique pour donner une idée générale aux différents lecteurs. En fait, ce qui rend la majeure partie des textes encore pertinents, c'est qu'ils montrent bien que les grandes tendances du terrorisme international, depuis la fin de la guerre froide, demeurent les mêmes, malgré le 11 septembre 2001.

DANY DESCHENES *Université Laval*

### **The Changing and Unchanging Face of U.S. Civil Society**

Marcella Ridlen Ray

New Brunswick: Transactions, 2002, pp. xii, 269

As someone who has worked for the past 11 years in the countries of Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States, I appreciate the importance of the task Marcella Ridlen Ray set for herself in this book: to determine how democratic civil society in the United States changed during the twentieth century. With the US generally held as a model democracy in the region, the possibility that the vibrant form of American civil society observed by Tocqueville is evolving into something different, and perhaps less vital, is significant.

Ray empirically examines each of the five theoretical components of democratic civil society—voluntary association, diversity of association, communication, autonomy of voluntary association and mediation of democratic tension. In taking civil society as the subject, she goes well beyond the debate initiated by Robert Putnam on the evolution of voluntary association and civil engagement in measuring the health of American democracy.

Following the introduction that sets the stage conceptually, there are six data-heavy chapters that aim to elucidate developments. Each marshals information from a wide range of sources that are copiously documented. Generally, the discussion is sound and the arguments cogent.

The chapter "Association: Diversity and Transcending Difference" explores Americans' desire for diversity versus similarity in association. One development analyzed is the trend in the membership composition of the two major political parties. The changes are complex, with the share of persons registered as Republicans increasing (reducing diversity) but at the same time the differences in the membership composition of the parties growing greater in terms of income, race and political orientation. There has not been much change in the strong racial and economic geodemographic segmentation of Americans, also indicating a sustained preference for diversity. One wonders what the trend has been in workplace segmentation by race and income level which may well have been toward less diversity, but this is not addressed. Evidence is produced that black and white Americans' television viewing preferences have become more similar. These are just a sampling of the indicators presented and analyzed.

As the previous paragraph suggests, the patterns documented are multiple, diverse and often complex. It is, therefore, problematic that the concluding summaries of several chapters are terse. The 17 pages of information presented in the chapter just discussed are summarized in just two paragraphs, themselves not very pointed.

The chapter on communications ("Communications: Circulation, Constraints, and Connections") would have been challenging for anyone to write. Ray divides the subject to analyze developments in three areas: extent of press freedom, possible loss of diversity in the media and the role of the media (including the Internet) in connecting people. She ably explores these subjects, but at least to this reader a more fundamental question is missed. What is the result of the trends in newspaper ownership, government management of the news, and the rise of the Internet and the explosion in television channels on the extent to which Americans are well-informed on topics of the day, particularly issues at the local level that polls show are of greatest interest to our citizens? In other words, after all the trends and cross-trends, what is the outcome of the media in creating an informed citizenry?

The chapter on mediation contains a particularly incisive discussion. One part examines how civil and political associations have mediated between conflicting interests in an open society, using political parties as the case in point. The few pages on the role of the Supreme Court are especially well-argued. As the author states, Tocqueville predicted that gains in equality would intensify democratic tensions and give the judiciary an increasingly crucial role in their management. In fact, Ray reviews evidence of a clear rise in the Supreme Court cases that address the autonomy of the key mediating institutions of the press, religion and voluntary associations. The role of the court in sustaining these institutions is found to have increased.

In the concluding chapter Ray gives a well-organized overview and interpretation of the preceding chapters, discussing developments under three headings, "Strengths," "Vulnerability and Strain," and "Gain and Risk." Her final statement, however, leaves no doubt about her summary conclusion, "...U.S. civil society is more democratic and flexible than ever as we enter the twenty-first century" (230).

Ray has done the academic community a service in marshalling and organizing the evidence presented in this book. The record on the evolution of American civil society is likely to be read differently by some others. But this book provides an excellent basis for future debate.

RAYMOND STRUYK *The Urban Institute*

**Changes in Statehood: The Transformation of International Relations**

Georg Sørensen

New York: Palgrave, 2001, pp. xiv, 226

*Changes in Statehood* has been a wonderful book to review. I had a great deal of fun imagining the ways in which academics of different ideological and theoretical persuasions would react to Georg Sørensen's engagement with the long-standing problem faced by International Relations scholars regarding the appropriate relationship between the domestic realm and the international order. Should we concern ourselves with looking "outside-in" or "inside-out" or both? What is the nature of sovereignty in the twenty-first century? What exactly does "security" mean these days and do different states struggle with different dilemmas or are they in fact all variations on a theme?

It says a great deal about this field of study that we have not resolved such central questions and this volume successfully frames a number of issues in such a way that intellectual engagement across the ideological and theoretical divides can and should now be held. As a starting point, of course, we all need to accept Sørensen's point that it is ironic indeed that this field of inquiry has "combined a focus on states as the most important actors in the system with an astonishing absence of analysis of the state itself" (19).

Sørensen's focus is on transformation as he seeks to analyze changes in statehood in a number of areas (government, economy, nationhood). In so doing he identifies three main types of states (modern, postcolonial and postmodern) and moves us firmly beyond any one-dimensional picture that would simply present all states as equivalent entities. From here, he examines the varying security dilemmas faced by these various categories of states and makes a well-argued case for the need to understand these differences in order to construct adequate solutions to the considerable security problems experienced by both the governments and the people they govern.

I believe it also says a great deal about International Relations scholars that our individual responses to Sørensen's framing of the problematic can probably be predicted based on our own theoretical loyalties. Realists will react to what they will claim to be an overly simplified version of their theoretical model as will the Liberals, the Constructivists and those attached to the so-called English School or to any neo-marxist approach.

I, for one, do not accept the critique of the Coxian (as he labels it) approach to the structures and transformation of the world order but this critique serves only to highlight a personal allegiance rather than any fundamental critique of Sørensen's project. Sørensen points out that this particular neo-marxist analytical framework "is formulated in a way which conceives of a totality that includes 'domestic' as well as 'international' from the beginning. One can begin from the 'inside' part of the framework, that is, territorially based forms of state, and trace the effects of changes there on the 'outside' part, that is, social forces and world orders. Or one can begin from the 'outside' part and trace the effects of changes there on forms of state" (174). This would appear to redress the problematic as stated at the outset of the book: "The study of international relations is very often cut off from the study of domestic affairs.... The insulation of 'international' from 'domestic' is wrong. International relations cannot be interrogated in separation from domestic matters and vice-versa: no analysis of domestic affairs is adequate if the connections to international relations are left out" (1). I agree. But whereas Sørensen feels that Robert Cox and others over-emphasize the economic considerations, I feel that they have successfully dealt with this particular problem and that, for all the strengths of Sørensen's own theoretical model, it suffers from its lack of focus on the capitalist world economy.

It is crucial that scholars of international affairs keep talking—both inside the academy and in public fora—about the changing nature of security, sovereignty and statehood. This need is heightened in the age of the junior President Bush, for it is



indeed an out-dated dedication to a one-dimensional Realist view of the world that emanates from the White House. We would all be better off if someone in the Oval Office read this book and provided a briefing to the Commander-in-Chief; he might just glean some insight into the kinds of problems that can result from outdated calculations of power and security. Oh—and I'd like the person doing the briefing to read Cox's writings as well but that is probably asking for too much.

LEE-ANNE BROADHEAD *University College of Cape Breton*

### **Internationalizing China: Domestic Interests and Global Linkages**

David Zweig

Ithaca: Cornell University Press, 2002, pp. 291

This book analyzes the process of "internationalization" in four sectors of the Chinese economy: urban industrial development, rural industrial development, higher education and overseas development assistance. Internationalization is defined as the increase of transnational exchanges and the decrease of government regulation on such exchanges. The author attributes the internationalization that has occurred in all four areas to a combination of factors, including central state policies, external political and economic forces, and various domestic actors that have demanded global linkages.

In urban industrial development, the central government's preferential trade and tax policies for certain localities triggered a feverish drive by many other localities to create special zones for economic and technological development in order to gain preferential policies and attract foreign capital investment. A similar situation occurred in rural development. The centre's preferential policies led to joint ventures with foreign businesses. Overseas Chinese network capitalism has played a key role in facilitating China's rural internationalization. In the higher education sector, the centre's decision to open up has led to progressive decentralization and a fever among universities to establish global connections, and among individual scholars and students to go abroad. In the case of overseas development aid, the centre's controlling efforts were eventually undermined by foreign NGOs and local government agencies, who are eager to establish direct links, circumventing regulatory regimes.

The pattern of development that has emerged appears to be that reformers in the central leadership, with an eye on the opportunities in the global market and making macro-level political and economic calculations, decided to open up one sector after another and then were taking the lead in the internationalization of the Chinese economy. In each case, the central state initially granted preferential policies to certain localities, institutions, enterprises and categories of individuals—a selected or segmented deregulation—in order to encourage the development of transnational linkages, and established regulatory regimes to control such linkages. However, once the opening was initiated, global forces, through foreign governmental and nongovernment actors, multinational corporations, educational institutions, the network capitalism of overseas Chinese, and so forth, came to play a key role. The gains made by those receiving preferential policies illustrated China's comparative advantage. Other local players came to see their opportunities in the global market. Local government officials as well as bureaucrats controlling regulatory regimes realized that their interests lie in internationalization. A desire for global linkages was triggered. Large numbers of local players began to compete for preferential policies in order to establish transnational connections, and pressured the centre for further deregulation and decentralization. This kind of "unorganized collective action" overwhelmed the state's controlling effort and eventually undermined the regulatory regimes.

The book shows deep insights into the mechanisms that have propelled China's internationalization, and tells us the story behind China's instrumentalism. Localities, enterprises and individuals, eager to forge global linkages, have managed to wrestle, bit

by bit, preferential policies from a somewhat reluctant centre and its regulatory bureaucrats, and pushed internationalization deeper and deeper. However, the book also provides some evidence that the reformers in the central leadership, rather than being reluctant, actually envisioned the long-term development of China's gradual internationalization. An interesting argument made by the author, apparently in favour of incrementalism, is that if the centre started the opening process with an across-the-board deregulation, there probably would have been strong and collective resistance to internationalization from government officials. But a selected and segmented deregulation allowed those who received preferential policies to illustrate the benefits of opening, thus creating strong demands—a fever—for further deregulation and opening (34). One problem with this Chinese style internationalization, the author contends, is that once the regulatory regimes are undermined, a regulatory vacuum appears and the markets become dominated by personal ties and subsequent corruption rather than impersonal rules that can create a level playing ground. What China needs now are rules and regulations that facilitate instead of restrain China's internationalization (265).

Though the author rejects the liberal model by arguing that China's central state leadership played a key role in the initial opening of all four sectors and in shaping the opening process through central policies, he also points out that the decision to open up was, after all, made under global pressures and the influence of external economic opportunities (261). So in the final analysis, the liberal model remains valid because it is the global forces that have fundamentally determined China's opening and internationalization. The reformers, with access to information that was unavailable to ordinary Chinese in the late 1970s, were perhaps the first in China who saw China's comparative advantage in the global market. Global market forces induced both local government officials and various nongovernment actors to undermine the state's controlling effort in their pursuit of self-interest.

YIJIANG DING *Okanagan University College*

### Économie de l'environnement

Annie Vallée

Paris : Éditions du Seuil, 2002, 344 p.

Annie Vallée débute son essai par un bref rappel des grands défis écologiques qui nous interpellent avec une acuité particulière de nos jours : pollution de l'air et de l'eau, perturbations climatiques, recul de la biodiversité, réduction de la couche d'ozone, érosion des sols, etc. Elle nous convie ensuite, pour l'essentiel de son propos, à un survol critique de quelques-uns des outils les plus usités en économie de l'environnement. À cette enseigne, l'auteure met d'entrée de jeu en garde contre l'attrait des solutions simplistes et trop exclusives, qu'elles proviennent de tenants d'une écologie profonde (réclamant la valorisation intrinsèque de la nature), de partisans du tout-État (qui réclament toujours plus d'interventionnisme des gouvernements), ou encore de promoteurs du tout-marché (convaincus des vertus irréductibles du marché, pourvu qu'il soit laissé sans entraves) (36-40).

L'auteure inscrit d'emblée ses analyses dans une perspective de développement durable, concept à la mode auquel elle reconnaît toutefois une teinte persistante d'ambiguïté (41-49). Par ailleurs, convenant de l'utilité de la rationalité économique dans la prise en compte efficace du facteur environnemental, elle lui refuse toute velléité hégémonique. L'État conserve un rôle crucial dans la délicate entreprise de la préservation de notre capital naturel commun, dans des conditions équitables pour tout le monde présent et futur (81). En ce sens, après avoir rappelé le bilan écologique peu reluisant légué par les systèmes politiques dirigistes privilégiant la planification étatique, elle pointe en contrepartie les ratés historiques en cette même matière des sociétés tournées

vers les vertus du libre-marché (26-35). Prenant appui sur des exemples très actuels, elle entreprend de soupeser les avantages et inconvénients respectifs de différents instruments d'intervention en économie de l'environnement, avec en filigrane le souci de combiner les apports de l'État et du marché (328). C'est ce qui garantit le mieux, selon elle, la poursuite simultanée des objectifs d'efficacité et de justice environnementales (80-87).

Le champ de l'économie de l'environnement souffre d'une longue tradition, notamment occidentale, qui s'est obstinément refusée à envisager les ressources naturelles comme un bien économique rare pouvant être doté d'une valeur d'échange. La théorie économique classique, en effaçant ces données de son radar, a cautionné la formation d'indicateurs-prix tronqués, relayant du même coup aux agents économiques une information délestée de la valeur écologique. Cette attitude n'a certes pas manqué d'encourager une surutilisation du patrimoine naturel commun, considéré comme un actif inépuisable.

À ce chapitre, s'agissant de certains biens écologiques, mentionnons que deux facteurs de distorsion bien connus des économistes viennent entraver l'autorégulation du marché : les effets externes (externalités) ainsi que le caractère public ou collectif de moult biens écologiques. Le premier cas (externalités) est illustré par les émissions polluantes de la production industrielle, qui imposent à la collectivité environnante des nuisances non comptabilisées dans le prix du produit. Une partie du coût de production n'est donc pas assumée par l'agent économique privé, propriétaire de l'entreprise responsable, mais plutôt refilée sous la forme diffuse de coût social à l'ensemble de la communauté. Le second cas (biens collectifs ou publics) réfère, entre autres, à certains biens naturels (qualité de l'air, couche d'ozone en bon état, etc.). Ces biens, dont la consommation répond aux normes de la non-rivalité et de la non-exclusion, introduisent des complications spécifiques dans la sacro-sainte mécanique marchande de l'offre et de la demande, pavant du même coup la voie à des phénomènes comme le requillage (56-62).

Pour nous en tenir ici au seul problème des externalités, reprenons en bref l'exemple de la pollution atmosphérique, auquel l'auteure s'attarde pour préciser les enjeux en cause. Sans s'engager dans tous les méandres de la discussion, on comprend néanmoins que le rejet de produits industriels polluants dans l'atmosphère, par des agents privés (usines chimiques, incinérateurs, etc.), peut entraîner des conséquences néfastes tant sur le front de la détérioration de la nature comme telle que sur celui de l'équité intragénérationnelle et intergénérationnelle (81-87). Comment alors faire face à cette réalité? A. Vallée compare les mérites respectifs de deux approches, la première axée avant tout sur la fiscalité écologique correctrice; la seconde visant plutôt à rehausser l'emprise du marché afin d'y mieux refléter le facteur environnemental (84-103).

La première option, proposée par l'économiste A. C. Pigou en 1920, compte prioritairement sur les autorités publiques pour corriger les défaillances du marché. L'atteinte de cet objectif exigerait l'imposition de taxes (écotaxes) sur les émissions polluantes excédant un certain niveau, afin de combler l'écart entre coût social et coût privé (88 et 171-242). La seconde option, initiée par l'économiste R. H. Coase en 1960, récuse d'abord l'idée que les externalités témoignent d'un échec du marché. En lieu et place de la taxe réclamée par Pigou, Coase préconise une utilisation plus étendue du libre-marché qui reviendrait à clarifier et étendre les droits de propriété privée, prérequis, selon lui, à une allocation plus efficace des ressources naturelles (pp. 96-103). C'est une telle vision des choses qui a notamment conduit à l'idée d'instaurer des systèmes de permis négociables et librement échangeables sur le marché, à partir de certains niveaux préalablement fixés de pollution autorisée (110-13 et 171-242). Cette problématique s'est retrouvée au coeur des débats lors des négociations de Kyoto sur les G.E.S. en 1997 (229-51) et demeure objet de vifs contentieux.

L'ouvrage s'attarde aussi sur la problématique de la prise en compte de l'environnement dans le processus de décision publique. Deux procédés utilisés par les décideurs politiques, pour évaluer les projets à incidences environnementales, sont examinés ici. Il s'agit respectivement de l'analyse coûts/avantages (254-63) et de la méthode d'évaluation contingente (mesure du consentement à payer ou CAP, pour jouir de telle ou telle amélioration apportée à son environnement ; ou encore mesure du consentement à recevoir ou CAR, pour accepter une quelconque détérioration de son environnement) (306-26). Les deux méthodologies ont en commun d'essayer de convertir en valeur monétaire certains vecteurs écologiques.

Quoi qu'il en soit et outre les difficultés et le manque de fiabilité qui semblent inhérents à de tels efforts, ces démarches traduisent une conception résolument utilitariste du rapport entre l'humain et la nature. L'enjeu est réduit à la détermination du moyen le plus susceptible de déboucher sur la maximisation du bien-être global agrégé parmi les populations concernées. Dans le même ordre d'idées, ces bricolages interpellent l'individu quasi exclusivement en sa qualité de consommateur, tendant ainsi à occulter la dimension citoyenne qui nous amène à nous reconnaître des droits et des devoirs mutuels, y compris relativement à notre environnement naturel. Comme ne manque pas de l'évoquer A. Vallée au fil de son propos, ces instruments de politique économique (tout comme c'est le cas des écotaxes et des permis échangeables), si utiles qu'ils puissent parfois se révéler eu égard à la rationalité et à l'efficacité dans l'allocation des ressources naturelles, n'en restent pas moins insensibles aux exigences d'équité. Laissés à leur logique propre, ils ont peu à dire sur le caractère équitable ou non de la répartition sociale des avantages et des charges liés à l'exploitation et à la protection du patrimoine écologique.

Le signalement de ces limites de la théorie et de la pratique économiques ne prétend évidemment pas à la nouveauté. Il n'en rappelle pas moins à bon droit une réalité sans cesse préoccupante. L'auteur a surtout cherché à mettre en relief le fait que les multiples ressources théoriques et techniques disponibles dans le domaine de l'économie de l'environnement ne sont pas neutres. Leur utilisation implique des impacts distributifs fort différenciés qu'on ne saurait ignorer. Enfin, s'il est un point saillant que nous souhaitons retenir de la lecture de cet ouvrage, c'est que les critères d'efficacité et d'équité, quoique répondant à des logiques fort distinctes, ne sont pas mutuellement exclusifs. Au contraire, ils gagnent être envisagés dans un rapport dynamique d'interdépendance, se confortant l'un l'autre. Annie Vallée exprime cette conviction optimiste lorsqu'elle écrit « Le débat fait donc progresser et mieux comprendre l'idée que les instruments économiques peuvent aider efficacement à la gestion des ressources naturelles globales. Mais comme il s'agit de droits d'usage sur un patrimoine commun, la question de l'équité est cruciale et conditionne l'acceptabilité et le bon fonctionnement d'un marché de ces droits » (246).

Avant de clore cette recension, il nous reste à attirer l'attention sur quelques points d'ordre général. D'abord, il ne faut pas perdre de vue que la démarche d'Annie Vallée demeure celle d'un survol introductif, avec les forces et les limites généralement associées à ce genre d'exercice. S'il familiarise rapidement et avec pertinence le lecteur profane aux principaux débats et enjeux en économie de l'environnement, il ne faut pas s'attendre à y débusquer beaucoup de développements originaux et innovateurs. L'auteur assume le pari légitime de traiter succinctement un large éventail de thématiques, quitte à proposer un texte passablement segmenté, ce qui résulte parfois en des traitements un peu trop sommaires, consistant surtout à commenter brièvement de nombreux graphiques. Ajoutons toutefois qu'une bibliographie appréciable, aux nombreuses références récentes, offre un précieux tremplin pour qui souhaite approfondir l'un ou l'autre des thèmes abordés. Finalement, il convient de noter que, même si l'ouvrage se situe sans ambages sur le terrain de la théorie et de la pratique économiques, il réussit à éviter les principaux écueils d'un économisme réducteur (chose qui

ne va pas nécessairement de soi, comme en fait foi une certaine littérature en ce domaine). L'auteure n'écarter jamais de sa mire les exigences du politique et de l'éthique. Les développements à teneur économique qu'elle expose bénéficient ainsi de points de repère externes qui en élargissent la perspective et en renforcent la crédibilité.

MARCEL FILION *Université Laval*

**Has Liberalism Failed Women? Assuring Equal Representation in Europe and the United States**

Jytte Klausen and Charles S. Maier, eds.  
New York: Palgrave, 2001, pp. 243

This collection of 14 papers authored by prominent jurists, political scientists and activists, presented at a conference on "Gender Parity and the Liberal Tradition: Proposals and Debates in Europe and in the United States," sets out to introduce the theory and practice of gender parity to the general English-speaking public. It also raises new and important questions concerning the principles of liberal democratic representation and the state of advances in women's political representation in the evolution and survival of liberal democracy. Two questions stand out concerning these European experiments with gender parity: one, part of the book's title, is whether or not, in this process, liberalism has failed women; the other asks whether the United States could draw lessons from these examples.

In order to answer these questions, the book is divided into four parts entitled "Theoretical Perspectives, Parity as an Electoral Issue", "Policy Process" and "Cautionary Tales." Readers should note that, since most of the contributions follow a mixed historical-theoretical approach and since most are also concerned with policies, this division sometimes appears arbitrary.

In the first part, four theoretical chapters illustrate the book's great diversity of viewpoints. In the first, co-authors dwell on the general question of how gender parity in Europe was able to develop within the framework of liberal theories of representation, even though parity challenged some of their principles. In the second, the author constructs a non-essentialist argument in support of parity on historical, contingent grounds consistent with the different dimensions of liberal democratic representation. The author of the third chapter argues that there is no need for quotas or parity statutes to advance women's political representation; the forces of civil society should bring the necessary changes. The final chapter of this section explains the theoretical and historical reasons for the introduction of gender parity in France and examines the results.

The second and third parts of the book are equally informative and valuable for their historical, theoretical and policy insights. They present critical accounts and theoretical explanations of the different ways in which France, Britain, Germany, the European Union and the Scandinavian countries have increased the political representation of women. They evaluate the respective history, effectiveness and consequences of these measures in relation to their specific social, political and economic context. Pippa Norris' essay stands out because it asks crucial questions concerning the policy options available to advance women's representation, the reasons for adopting and implementing particular strategies and the conditions under which such strategies prove most effective. The third section closes with a review of the jurisprudence of the German Federal Court and the European Court of Justice concerning measures to implement women's equality rights.

In "Cautionary Tales," two chapters consider strategies that could be used by the United States to advance women's political representation. The first author rejects measures for gender parity or women's proportional representation, and suggests using government policies and private institutional initiatives to alter the behaviour and attitudes of men. Men must be persuaded to *willingly* accept combining a substantial share

of childcare and domestic work with their outside work, just as women do. The second author critically examines the option of multimember districts with cumulative proportional representation, a solution recently supported by a coalition of African-American and women activists. The author doubts that Congress would ever adopt this measure and views with pessimism the unanticipated consequences of this form of “descriptive” proportional representation. The book ends with a warning that parity measures will not change partisan politics or vote preferences based on policies rather than on the representative’s gender. The last chapter’s innovative empirical analysis confirms that women have always voted for parties that appealed to their values and interests, whether right or left.

Overall, this book succeeds in accomplishing its major goal: its first three sections offer a wealth of critical information about the gender parity principle and its European applications. Most contributors give or suggest a somewhat negative answer to the question posed by the book’s title. Many authors stress that much work remains to be done in the public and private sectors in order to increase and secure women’s advances in political representation. They cite as a major persistent obstacle to this goal the male-dominated political elite as well as barriers to equality inherent in a market-driven economy with a substantial income gap between genders and in a society with a traditional division of labour. The book argues that liberalism has not only failed women in this way, but that liberal political institutions in Europe, faced with a crisis of confidence, have used women by adopting gender parity measures to appear more democratic and thus survive. Finally, the answer to the last question is also negative. The United States cannot replicate European experiments in gender parity; they seem incompatible with the American brand of liberalism and with the Supreme Court’s recent opposition to descriptive group representation.

My only criticism concerns the book’s general tone of pessimism. Despite their flaws, gender parity measures constitute one more step to increase women’s political representation just as the women’s suffrage did. In fact, some debates which, in support of gender parity in political representation, oppose the equality principle to the difference and utilitarian argument, or which consider the possible ensuing diversity of women’s representation, recall those past discussions about the women’s vote. This being said, it is an excellent book which makes practical and theoretical contributions that should appeal to activists and policy makers as well as to specialists in the fields of women and politics, political theory, comparative politics, and public policy.

SYLVIE AREND *Glendon College—York University*

### **The Sources of Democratic Consolidation**

Gerard Alexander

Ithaca: Cornell University Press, 2002, pp. xii, 292

Gerard Alexander offers readers a provocative soft rational choice approach to democratic consolidation. Consolidation, Alexander argues, hinges on the right’s beliefs about the left: when conservatives perceive the left as potentially radical or revolutionary, they hedge against the future by maintaining ties to the military, recruiting paramilitaries and otherwise keeping open the option of authoritarian rule. Conversely, democratic consolidation occurs if and only if the right believes that the left will remain predictably moderate under democracy. The underlying model is, therefore, one in which the right’s preferences (for physical security, property rights and so forth) combine with its beliefs about the left’s identity (moderate or radical) to form a strategy, to wit, to accept or hedge against democracy.

Taking the right’s preferences as fixed, Alexander concentrates on the nature of the right’s beliefs about the left’s identity. The subjective nature of this key independ-



ent variable moves Alexander to engage in a series of analytic narratives designed to assess how the right perceived the left. The argument relies on a small-N, most similar systems research design with interwar and postwar Europe providing the relevant case studies. The choice of cases is original and Alexander is careful to include democratic failures (for example, interwar Spain and Germany) and successes (for example, the French Third Republic and post-1976 Spain) so that we have the capacity to judge whether the right's beliefs about the left's identity are, in fact, necessary and sufficient for consolidation.

Alexander's research design and evidence effectively challenge a number of existing theories of democratic consolidation. The comparison of Spain's failed interwar democracy to its modern successor, for example, calls into question political-cultural explanations of consolidation, while interviews with Spanish elites and cross-national comparisons undermine arguments that consolidation depends on a certain level of economic development or a balance of power between the right and left. The book is marked throughout by a high level of methodological awareness. Careful attention is paid to the strengths and weaknesses of interview data, counterfactuals are judiciously employed in the effort to establish causality, and—in one of the best sections of the book—deduction (rather than data) is used to falsify the claim that consolidation is simply an institutional engineering problem. This argument, as Alexander correctly points out, fails on first principles: if the authoritarian option was always available to the Western European right, then any commitments they made to power sharing or other institutional reforms could always be reversed.

Of course, to say that a book is methodologically aware does not mean that it is always methodologically correct. The book's chief weakness is that in casting the left and right as unitary actors it sidesteps rather than addresses obvious collective action problems. Insofar as the right is concerned, Alexander does not consider Ronald Rogowski's (*Commerce and Coalitions* [Princeton: Princeton University Press, 1989]) argument that relative abundance or scarcity of the factors of production may lead the bourgeoisie to side with the workers rather than the aristocrats. As a result, Alexander fails to see the bourgeoisie as the pivotal player in the social choice between authoritarianism or democracy—a pivotal player that can under some conditions be hived off from the right coalition. A similar problem exists on the left. Alexander argues the left's strategy is moot, that only the right's beliefs about the left matter. This is done to establish statistical control: with the right's preferences fixed and the left's strategy dismissed as irrelevant, the marginal effect of the right's subjective beliefs on the tendency to hedge against democracy can be estimated. Yet the left's strategy (as well as the right's beliefs about that strategy) is critical here. If the left knew that the right would choose authoritarianism in response to radicalism, why would the left ever choose radicalism? The case studies suggest an answer, namely, that the left often suffered from a collective action problem, radicals intent on overturning the existing order through force, moderates struggling to contain these violent tactics—and hold onto to the leadership of the left. It is disconcerting to see a rational choice theorist assume away these sorts of collective action problems.

The book is nonetheless deserving of attention and it should command a wide audience. Students of democratization and Western European politics will find it a useful addition to their libraries. Indeed, it would also be a useful book to assign in graduate seminars on research design and comparative politics. *The Sources of Democratic Consolidation* nicely illustrates the strengths and limitations of the rational choice approach to comparative politics, and while not always methodologically correct, it is very methodologically aware.

CHRISTOPHER KAM *University of South Carolina*

**Theories of Democracy: A Critical Introduction**

Frank Cunningham

New York: Routledge, 2002, pp. 248

Frank Cunningham has provided us with a book that will be useful to a wide audience. He describes it as a map to democracy and democratic theory in the English language by North American and Western European writers (1). The depth of treatment of any given topic tends to be proportional to the number of scholars who have considered it. As a map, it covers a vast area with detailed cartography, which is to say that it has to be studied closely to be understood.

The number of scholars examined is large. There are over 300 names in the name index and an average paragraph cites a number of authors. A paragraph without a citation is a rarity. A title “Theorists of Democracy” would not have been erroneous.

Cunningham announces his general plan for the book at the start. He will set out democracy’s alleged problems and then see how various theories address them. Before beginning, he spends the introductory chapter on the complexities of conceptualising democracy and the “touchstone theories” (6) of Aristotle, Tocqueville and Schumpeter. From them he draws two lessons which warn of complications in theorising and in comparing theories. The first is that there are three methodologies—normative, descriptive and semantic. The theorists treated in the book are overwhelmingly normative and with the exception of chapter 8 on Dewey (whose philosophy he supports), Cunningham holds himself basically agnostic. The purely descriptive—for example, how well do theories measure up to the “rule of the people”—is not covered. The second lesson is that the three theories are time-bound. For example, in the cases of Athens and Tocqueville’s America they excluded women and slaves. Even Schumpeter “glosses over severe *de jure* and *de facto* voter restrictions...”. Cunningham is critical of all three authors for not questioning these assumptions (13).

In chapter 2 he identifies the perceived problems of democracy as: tyranny of the majority, lowering of cultural standards to the majority taste, ineffective government (that is, democracy being inefficient or dysfunctional), conflicts (disruptive of national unity), demagoguery, mask of oppressive rule (that is, a front for oligarchy), and irrationality (in the rational choice sense).

Chapter 3 discusses liberal democracy under headings such as participation, equality, the self, freedom, autonomy, tolerance and capitalism, while chapter 4 considers how liberal democracy confronts the supposed problems. Discursive argument is interwoven with brief statements of theorists’ views. The other chapters are titled: 5: Classic pluralism, 6: Catallaxy [social choice], 7: Participatory democracy, 8: Democratic pragmatism [Dewey], 9: Deliberative democracy, 10: Radical pluralism, 11: Applying democratic theories: globalization. The list of problems is dealt with in each case within the chapter. Participatory democracy is the Rousseauian concept and “direct democracy” is not treated.

The vast literature on democracy is competently dealt with and the author demonstrates an impressive grasp of the nuances of the topic. A few criticisms are, however, worth making. A chapter devoted to a discussion of theorists’ views of how direct democracy fits into liberalism would have been pertinent, given that the world’s two most liberal democracies (the United States and Switzerland) are also the biggest users of the referendum. The discussion of consociationalism in the chapter on pluralism is not up to date. The term “consociational democracy” has been pretty much superseded by “consensus democracy.” Cunningham spends two pages (83-84) discussing Lijphart’s 1977 *Democracy in Plural Societies* (New Haven: Yale University Press), but the debate has moved on since then, with Lijphart leading the way. His division of democracies into “consensus” and “majoritarian” is probably the most accepted schematic approach to the study of democracy, yet Lijphart’s 1999 *Patterns of Democracy* (New Haven: Yale University Press) is not mentioned.

As an introduction to theories of democracy the book will be hard going for the uninitiated. The English is plain but the subject matter is abstract and esoteric. This is sophisticated analysis of democracy and with so much attention to detail, it may be difficult for a beginner to recall a two-line mention of some author's view early in a chapter when it is later again briefly referred to.

The aim of the book is to consider how various kinds of democracy (as perceived by theorists) cope with alleged problems of democracy. It seems to me that an introductory book on theories of democracy might announce that the word means rule by the people and proceed to consider extant theories in the light of this fundamental conception—that is, to what extent they met it, contravened it, denied it or ignored it. As the book stands, there is a sense of jumping into the thick of the battle without having a clear idea of what the war is about.

These criticisms are not minor but the book does cover a very broad area. It will serve well as a reference precisely because of the author's attention to detail. Cunningham provides a valuable service in setting out the broad parameters of the debate and the book is a useful tool that will serve as a launch pad for the purpose of deeper research.

MICHAEL PEPPERDAY *University of Western Australia*

### **Democracy and the Foreigner**

Bonnie Honig

Princeton: Princeton University Press, 2001 pp. xiv, 204

Bonnie Honig has produced an engaging and interdisciplinary study of the relationship between foreignness and democratic thought in political theory and American culture. Her thesis is that nationalist and Rousseauian conceptions of democracy fail in their treatment of foreignness because they “read” democracy in the wrong “genre.” Her prescription is to read democracy in a genre consistent with a “democratic cosmopolitanism” reminiscent of the agonistic politics she advocated in *Political Theory and the Displacement of Politics* (Ithaca: Cornell University Press, 1993).

In the romantic genre democracy is read as a “happy-ending love story” (109) where the nation or people is reconciled to its law and state. Honig aims to unmask what this genre conceals by replacing its question—“How should we solve the problem of foreignness?” (1)—with her own: “What problems does foreignness solve for us?” (4) She pursues this question through three constructions of the foreigner: as founder, immigrant and citizen.

The central figure in Honig's discussion of the foreigner as founder is Rousseau's legislator. Recognizing (or imagining) a founder who is foreign, and thus goes away after performing his role, can be very useful. For instance, it pre-empts the need to explain how someone who has the unique ability to found a people can participate on the basis of equality among the people he has founded. A foreign founder can also act as scapegoat, accepting responsibility for the “passion and violence” that founding may require, thus exonerating the people of behaviour inconsistent with the “stability and routine” that “ordinary democratic life demands” (36). As with other instances of this “politics of foreignness,” regimes that gain support from the foreign founder are also “always unsettled by it” (117). With the founder, the very fact of his foreignness raises difficult questions about the nature of democracy: if the law was given to us by a foreigner, how is it ours (Honig calls this our experience of the law “as an alien and impositional thing”) (39); what does our reliance on a fatherly foreigner say about “our own democratic power, the power to act in concert as a sovereign people” (38)?

Honig discusses the biblical Ruth to suggest a similar pattern with respect to the foreigner as immigrant. Ruth's radical foreignness, which enables her to bolster the Jewish identity by affirming the Jews' status as a chosen people, also unsettles it:

"If a Moabite...can move to Bethlehem, does this mean that Israel is now a borderless community open to all comers?" (47) At one point the discussion of immigration turns to the topic of French nationalism where Honig makes the interesting suggestion that the head scarf may actually function as a "transitional object" which *helps* Muslim women integrate into French society (65). The pattern of shoring-up and unsettling occurs again in Honig's discussion of the "myth of immigrant America" in the chapter on the foreigner as new citizen. Here she suggests that xenophilic and xenophobic depictions of the new citizen as reinvigorator and corruptor of society's first principles (whether "capitalist, communal, familial, or liberal" [74]) are inextricably linked.

A further effect of reading democracy in the romantic genre, Honig insightfully points out, is that it constructs foreigners as "undecidable": is the foreign founder saviour or charlatan; does the immigrant affirm the nation as choice worthy or dilute its identity; does the new citizen reinvigorate society's virtues or corrupt them?

The female gothic, unlike the romantic genre, Honig argues, can make sense of this undecidability. Its heroine "knows that one can be passionately attached to something...and be deeply and justifiably (and even therefore!) afraid of it at the same time" (120-21). Read in this genre, it is no surprise that democracy's laws feel alien, that fellow citizens appear strangers, and that we identify ambivalently with our nations and states.

Further, and this is where the argument has been leading, citizens who read democracy in the gothic genre have lessons to learn from the foreign citizen who, as a "democratic taker," (101) models "a form of politics in which power is not received by grateful subjects but rather is taken, redistributed, re-enacted, and recirculated by way of liberty, that is, by way of popular political action" (99). In other words, reading democracy in the gothic genre enables citizens to engage in a "democratic cosmopolitanism" in which individuals "move their fellows into democratic action along multiple registers: subnational, antinational, transnational, and national" (118).

This book will interest political philosophers who study liberalism, community, and democracy as well as students of democratic political culture who are interested in portrayals of foreigners and immigrants. It would also make an excellent basis for an interdisciplinary seminar course. Honig develops her arguments through analysis of a wide range of familiar stories including those of *Jane Eyre*, *Moses and Ruth*, and movies including *Shane*, *The Wizard of Oz*, and *Strictly Ballroom*. Student and academic readers alike would benefit from comparing Honig's interpretations with the originals.

While the invocation of well-known stories or "myths" makes sense for Honig's political purposes (103), it works against her argument at times. Although it can result in valuable new readings of old stories, it can also require the reader to concede too much. For instance, I found her characterizations of Rousseau's legislator as a foreign founder and of Ruth as "a kind of founder" who acts as "the vehicle of regime change from rule by judges to rule by kings" (40) to be forced and not entirely convincing. Similarly, there is something odd about using stories that take place in undemocratic settings, like those of Moses and the *Wizard of Oz*, to explore issues of democracy.

Despite such concerns, the book still works. If Honig sometimes fails to convince, she regularly succeeds at provoking thought. At a time when an Austrian-born candidate runs for governor of California, a Canadian provincial premier campaigns for re-election by criticizing federal immigration policy, and American immigrants mount protest buses headed for Washington, this book could hardly be more relevant.

ANDREW M. ROBINSON *Wilfrid Laurier University—Brantford*

**Herder on Nationality, Humanity and History**

F. M. Barnard

Montreal: McGill-Queen's University Press, 2003, pp. xii, 188

In this book, one of the foremost experts on Herder's political thought, F. M. Barnard, addresses many of the prejudices that bedevil unphilosophical treatments of Herder's nationalism. Herder has variously been viewed as a racist, a relativist, a parochial nationalist, a whimsical nationalist. Barnard demonstrates that he was none of these things. He presents a careful and nuanced exegesis of Herder's political thought, often utilizing comparisons (with Rousseau, Kant and others) to demonstrate the flaws and subtlety of many of Herder's central contentions. At the core of Herder's philosophy of nationalism is the view that human creativity is embedded in particular cultures and communal languages. But this view is not equivalent to racism or to parochial nationalism: indeed, Herder was insistent that human nature as such remains the same, and that nationalism is consistent with a commitment to universal ideals and duties to humanity as a whole.

In the first chapter, Barnard shows that Herder's vision of nationhood was not indebted to the emerging national consciousness of Herder's native Germany, but to a far greater extent was the result of his interest in, and interpretation of, the history and sources of solidarity of the Hebrew people. One of his main concerns was to think through a *national* solution for the Jews as well as for other peoples whose culture and way of life were suppressed and unrecognized (26).

Barnard takes issue with the easy conflation of "organic" conceptions of nationality and nationhood with racism. He writes: "no one with the slightest familiarity with Herder's overall thought could doubt for one moment that he would have recoiled at the mere suggestion [of racism]" (35). Herder did not deploy the concept of race; he did not think that national differences could be explained in terms of racial difference; and his conception of cultural pluralism and self-government are completely at odds with oppression or racist persecution.

In chapter 2, Barnard argues that the distinction between cultural nationalism and political nationalism is problematic in a number of ways, especially if the juxtaposition rests on the assumed divergence between Herder and Rousseau in those terms. There is an important distinction between political nationalism and political romanticism, and Herder's metaphor and occasional evocative mood might contain echoes of the latter, but it is not related to different conceptions of nationalism.

In this insightful comparison of Rousseau and Herder, Barnard also questions the widely held thesis that, while Herder identified the source of national belonging with sharing a common language, Rousseau equated it entirely with the articulation of a common will. Barnard presents a much more nuanced view, both of Rousseau and of Herder, pointing out the Montesquieuan sources of both Rousseau's and Herder's thought, and the deep distrust of both of cosmopolitanism. There are passages from Rousseau, where he discusses the viability of a political nation, where he sounds almost like Herder, and there is an awareness in Herder that a particular *political* culture is not implicit in a particular *linguistic* culture. He did, however, believe that a nation, properly so called, must build on the foundations of prior collective customs and cultural traditions (65).

Chapter 6 touches on many of the themes of our own time. Barnard argues that there are relativist elements in Herder's ideas of culture. Barnard does not defend relativism—indeed, he points out that, taken to extreme, it undermines any basis for comparison—but Herder's views on this have been very prescient and modern. His pluralist views about culture, his assertions that wherever people have lived together as a group over a period of time there is a culture has been very important to our modern understanding of culture. There is also an interesting discussion of this pluralist understanding of culture in the context of the dynamics of cultural change (which would now be called "globalization").

In chapter 7, Barnard compares Herder with Rousseau, showing the influence of Rousseau on Herder's thought, their similar views on people's historical consciousness and their self-location in the world, and their divergent views on the role of history in founding the rightful polity. For Herder, in contrast to Rousseau, history, not moral will, is the dominant causality (177).

This is a refreshing book. Barnard explicates Herder in clear language and with careful faithfulness to the text.

MARGARET MOORE *Queen's University*

### **Freud's Theory of Culture: Eros, Loss, and Politics**

Abraham Drassinower

Lanham: Rowman and Littlefield, 2003, pp. 208

This is, above all, an intelligent book, densely, but for the most part lucidly and, at times, even elegantly written. In my view it represents a significant contribution to Freud scholarship.

Abraham Drassinower strives to find a middle path in interpretation of Freud's contribution to social and political thought between the utopianism of Norman O. Brown and the Herbert Marcuse of *Eros and Civilization* (as distinct from, as he points out, the more realistic Marcuse of *The Aesthetic Dimension*), and tragic/stoic/pessimistic interpretations, such as that of Philip Rieff.

Drassinower reminds us of Freud's commitment to *both* Eros and Thanatos. Against the naïve utopianism of those who one-sidedly celebrate Eros, he points to Freud's recognition of the inevitability of unhappiness, conflict, loss, death and mourning as inescapable features of the human condition. But against the pessimism of those who one-sidedly focus on such negativities, he points to Freud's own recognition of the possibilities of Eros, especially an Eros based not upon the denial of death but its recognition and conscious working-through or integration.

Without explicitly announcing the fact, what Drassinower is attempting to give us here is an existentialist Freud—the Freud that a Heidegger, or an Otto Rank, or an Ernest Becker would approve. This is a Freud who transcends both a one-sided biologism (the reductionistic naturalization and biologization of human nature that many perceive in the theory of the drives or *triebe*), and an equally one-sided environmentalism (the oversocialized or socially deterministic theories of personality or the self that are characteristic of much post-Freudian psychoanalytic thought), in favour of recognition of a uniquely human situation (something resembling Heidegger's *Dasein*) inextricably confronted by the realities of separation, loss and death. Drassinower finds in Freud's concept of the death-drive an existentialist recognition of the reality of death and, in his concepts of separation anxiety and mourning, a basis for realistic hope. This is the hope that, instead of being denied and projected resulting in various forms of destructiveness toward both self and others, these existential realities may be faced, mourned and integrated. In so taking death into ourselves, as it were, we would have less need to inflict it upon each other, thus circumventing, to some extent at least, the bleak, Hobbesian implications that Drassinower finds only apparent in Freud's *Civilization and Its Discontents*.

This is certainly the existentialist Freud that many of us wish were the real Freud. There is little doubt that such a Freud actually exists here and there, on the margins of his complex and shifting theoretical achievement. But whether such themes are central in Freud, whether Drassinower has uncovered the real Freud, or whether, instead, he has produced yet another creative misreading that justifies, on the basis of Freud's own texts, the author's preferred existentialist understanding, is another question altogether. From a strictly scholarly point of view, is it legitimate to interpret Freud's death-drive as an existentialist recognition of our *being-towards-death* when Freud himself, prod-



uct as he was of the Helmholtz school of physicalistic physiology (positivism, materialism and reductionism), mostly wrote of the death-drive as a biologically based “primary masochism,” a striving of the organism towards an inorganic state?

Whereas much Freud scholarship in the field of social and political thought has suffered from a merely scholastic familiarity with psychoanalysis, Drassinower possesses the sort of sophisticated understanding (knowledge *of* as distinct from mere knowledge *about*) the field that generally only comes from direct experience of the analytic process. If psychoanalytic scholarship has sometimes served as a defence against psychoanalytic experience, this is certainly not the case here. Drassinower’s systematic deconstruction of one-sided interpretations, his grasp of the dialectical nature of Freudian thinking (*both Eros and Thanatos*) is admirable. If the author had announced that his existentialist Freud is a Freud on the margins of the Freud we mostly have, readers such as myself could entirely and enthusiastically agree.

DONALD L. CARVETH *Glendon College—York University*

### **Grassroots Governance? Chiefs in Africa and the Afro-Caribbean**

Donald I. Ray and P. S. Reddy, eds.

Calgary: University of Calgary Press, 2002, pp. ix, 313

The postcolonial state is often regarded as an impediment to effective governance in developing countries. The African state has been judged to be particularly problematic. Robert Jackson and Carl Rosberg (“Why Africa’s Weak States Persist,” *World Politics* 35 [1992], 1-24) observed that it exists mainly as a juridical creation, possessing few of the empirical attributes usually associated with statehood in industrialized countries. Others have described it negatively as a “lame leviathan” or as “weak,” “soft,” “criminalized” or “failed.” Indeed, analyses of the postcolonial African state allow few optimistic projections for the future of governance on the continent. Yet, in the midst of widespread Afro-pessimism, there is one hopeful sign of positive change, this being the recent “turn to the local” that has been observed throughout Africa and in developing countries generally. New awareness of the local stems in part from a noticeable surge in political energy at the grassroots—a feature of the recent awakening and/or revitalizing of civil societies throughout the world—and the expectation that higher levels of civil engagement place demands on the state for greater accountability. The turn to the local is observed also in the recent trend in development policy agencies to promote participatory development and local “ownership” of development initiatives. It is assumed that the active involvement of those most affected by development policies enhances the latter’s legitimacy, an important objective in post-colonial countries whose institutions were modeled on those of colonial powers rather than on indigenous interests or traditions.

The collection of essays in *Grassroots Governance* provides rich texture to the interconnected debates on the problems of the state and the local/indigenous contributions to governance in developing countries. Focusing on the closely related, if not quite interchangeable, topics of chieftancy, rural local governance, and traditional authorities, the 11 essays explore the possibilities for enhancing accountability and legitimacy in African (and, in one chapter, Afro-Caribbean) governance structures through the co-operation of central governments and chiefs/local authorities.

Most Africans regard colonialism as a period of illegitimate rule, and therefore traditional leadership/chieftancy lays claim to legitimacy simply by having pre-colonial roots. As a consequence, many central governments find it politically expedient to co-operate with traditional leaders. In a chapter on Botswana, for instance, Keshav C. Sharma notes that the state sanctions important roles for traditional authorities such as handling cases of customary justice and performing duties related to preserving customs and traditions (261). Meanwhile, Christiane Owusu-Sarpong writes that the idea

of chieftancy has been “regenerated” in Ghana as a “resurgent heritage,” to the extent that policies regarding basic need issues such as health, education, gender, land use and distribution will not succeed without the support of local authorities (51).

However, in the other chapter in the book dealing with Ghana, Donald Ray asserts that the relationship between the state and traditional authorities in that country “has been uneasy and ambiguous” (94). Also, the analyses presented in several other chapters suggest that the relationship varies from country to country. The situation appears to be especially complex in post-apartheid South Africa (the subject of four of the chapters in the book). First, as Lungusile Ntsebeza observes, South African “traditional authorities are a highly differentiated lot” (179). Their position in present-day society has as much or more to do with changes in colonial and post-colonial governance structures over several years as with pre-colonial traditions. “In fact,” argues Robert Thorton, “*traditional authorities* in South Africa are neither *traditional nor authorities*” (135; emphasis in original). Second, the role of traditional authorities in a democratic, post-apartheid South Africa has been a thorny issue: societal attitudes are mixed, with the majority believing that traditional leaders should play some role in local government, while equally as many feel that they should be elected, they should not be aligned politically and they should not take public stances on issues (Charles Crothers). Finally, post-apartheid constitutional provisions and laws setting the conditions for local governance have been ambiguous and occasionally contradictory (Lungusile Ntsebeza, 203-21; P. S. Reddy and B. B. Biyela, 273-77).

The picture that emerges perhaps especially from the chapters on South Africa, but to some extent from all the chapters, is of considerable change occurring presently in Africa in the relationship between central governments and traditional authorities. While there seems to be widespread recognition that co-operation between governments and traditional authorities can enhance the legitimacy of government, as yet there is no clear sense of how to reconcile different forms of legitimacy, one based on custom and traditional value and one based on modern, legal definitions of democratic practice. Also, there are functional issues still to be worked out. As Ray argues, traditional leaders can make important contributions in local governance if the state meets the challenge to provide “new frameworks and resources” to establish the traditional authority’s legitimacy in the modern legal-political system (116). To date, few if any African states have adequately met that challenge. The co-authors of a chapter on Lesotho perhaps best sum up the situation for Africa generally. Tim Quinlan and Malcolm Wallis argue that the role of chiefs is a limited, but nevertheless important one, and that traditional authorities have to be included in governance. However, “[h]ow best to do this remains a tough question to be answered” (171).

At a time when many are seeking ways to enhance the legitimacy of the African states, strategies to incorporate indigenous and traditionally supported forms of governance need to be explored. This volume makes an important contribution to this initiative. Several of the chapters offer nuanced and richly contextualized analyses that trace, and in some cases contest, the historical and contemporary sources of traditional authorities’ claim to legitimacy. All of the chapters offer valuable insights and/or raise important questions on important contemporary issues regarding the appropriate and possible forms of governance for promoting sustainable democracy and development.

SANDRA MACLEAN *Simon Fraser University*

### **Street Protests and Fantasy Parks: Globalization, Culture, and the State**

David R. Cameron and Janice Gross Stein, eds.

Vancouver: University of British Columbia Press, 2002, pp. ii, 184

For those who have tired of gloomy neoliberal prognoses of the impotence of the nation-state in the face of irresistible and irreversible processes of globalization, this

volume will come as welcome relief. The editors and their contributing authors argue that globalization is far more complex and its progress much less certain than many forecasters would have us believe, and that nation-states in general, and the Canadian state in particular, enjoy more choices and possess far greater policy manoeuvrability—at least now—than rigid adherence to neoliberal orthodoxy would seemingly permit.

*Street Protests and Fantasy Parks* is one of a number of publications to emerge from the “Trends” projects, a multidisciplinary research programme organized and funded by the Government of Canada’s Policy Research Secretariat and the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. As the title suggests, David R. Cameron and Janice Gross Stein, as leaders of the “globalization team,” decided to focus not on the more obvious economic and technological imperatives of globalization, but rather on its social and cultural dimensions, and to examine the continuing capacity of the state in that light.

The outcome is a collection of six chapters, the editors’ introduction and conclusion literally and figuratively “book-ending” four case studies dealing respectively with the emergence of a global entertainment industry, the implications of globalization for Canadian citizenship and national identity, the role of the Internet in the mobilization of transnational social activism, and the conflict between culture and commerce in the formulation of communications policy.

John Hannigan explores tensions among local, national and global in his examination of causes and consequences of the emerging global entertainment economy in which corporate brand empires, hived off from television, movies and sports, have colonized “urban downtowns and exurban malls, museums and schools, holidays and festivals,” threatening the integrity of spatially defined communities “that for many Canadians remain a key source of identity and culture” (42-43). In the absence of national urban policy in Canada, such trends place pressure on urban, metropolitan and provincial governments to become the equivalent of “cultural smokestack chasers,” providing infrastructure, tax breaks and subsidies to attract tourists from elsewhere while ignoring poverty and widening social inequality in their own jurisdictions. According to Hannigan, governments must choose or, at least, seek to effect a balance between facilitating private sector development and acting as guardians of social well-being and cultural identity.

Lloyd L. Wong’s chapter examines the interconnectedness of globalization, human migration, belonging and citizenship. Arguing that, for many transnational migrants and diasporic communities, identities are increasingly shifting, multiple and deterritorialized, Wong subjects the proposed *Citizenship of Canada Act* (first introduced 1999, reintroduced 2002) to critical scrutiny. Many of its provisions—residency requirements, knowledge of Canada demonstrated in English or French, the oath of allegiance—he suggests are remnants of an assimilationist notion of “thick citizenship”—presuming shared values, cultural and national identity (77)—which is ill-suited to multicultural societies such as Canada in the twenty-first century. In their place he argues for policies which establish a more inclusive, “thin but strong,” conception of citizenship (83), incorporating civic participation and respect for human rights, along with recognition of diversity and difference.

Marc Raboy’s chapter on communications policy delineates the challenges posed by globalization to cultural sovereignty. “On the world scale,” writes Raboy, “the contradiction between culture and commerce is emerging as one of the fundamental cleavages of the twenty-first century, as a leitmotif of globalization” (111). However, it appears that Canada is particularly well-suited to deal with this contradiction. First, its governments have lengthy experience in seeking compromise between these countervailing forces in national communications policy. Second, as Raboy illustrates, Canada has played a leadership role in developing international co-operation to ensure that the

commercial imperatives of globalization are counter-balanced by agreements on culture and communications which are more responsive to the concerns of nation-states and national identity.

Each of these contributors explicitly addresses the nature of globalization and its implications, including challenges posed to the viability of nation-states and their policy-making autonomy in a broad issue area. Each further considers the possible responses of the Canadian state to these challenges. In comparison, while interesting in its own right, Ronald Deibert's analysis of the role of the Internet in mobilizing transnational social activism, using a case-study of the campaign against the Multilateral Agreement on Investment (MAI), does not seem to "fit" this collection. Other than suggesting that both international and national institutions must find ways to incorporate NGOs and civil society activists into their decision-making processes (104), and noting that the Canadian Department of Foreign Affairs and International Trade has started to make such accommodations based on the MAI experience (100), Deibert's contribution, unlike other chapters, has no specifically Canadian focus, nor does it explicitly address choices available to the nation-state in adapting to globalization.

Such choices are made manifest in the well-crafted concluding chapter by editors Cameron and Stein. Here, they propose four principal arguments: first, the pace and trajectory of globalization remain unpredictable; second, globalization is a multipronged process and different dimensions of globalization (cultural, economic, political, social, technological) may well move at varying speeds or not at all; third, the nation-state "remains an indispensable institution under virtually all foreseeable contingencies" (142), even though its role must necessarily change; and, fourth, the state has the capacity to make choices about what future role it will play.

Whether globalization continues to widen and deepen, or should some or all of its processes falter or be reversed, states and their citizens face choices about the role of government, although some options are more constrained—or more constraining—than others. In particular, Cameron and Stein suggest that too much retrenchment now will limit flexibility later on, in that the state will lack capacity and citizens will lack expectations to permit or force governments to respond effectively to future changes in the international political economy.

In the final analysis, the editors aver, "The modern rule-governed democratic state is still unmatched in its capacity to provide accountability and representation" (157). Given democratic deficits in supranational institutions from the European Union to the WTO, the fact that nation-states are still the principal guarantors of the social welfare of their citizens, and the experience of widening social and economic inequalities under governments pursuing neoliberal policies, the principal lesson to be learned from this book is that states and citizens *do* have choices, even in a global economy, at least for now. But they must exercise those choices wisely because, in the future, they may not enjoy the same range of options.

NICOLAS BAXTER-MOORE *Brock University*

### **La révolution technique – Essai sur le devoir d'humanité**

Daniel Jacques

Montréal : Boréal, 2002, 193 p.

Ce livre est un essai de philosophie politique en ce qu'il fait appel à une définition du meilleur régime politique possible fondé sur un nouvel humanisme et permettant d'endiguer les retombées des développements scientifiques et techniques. Quelle nouvelle forme l'humanisme pourrait-il prendre face à la technique? Soucieux de l'effet dominant que la technologie peut avoir sur l'humain, l'auteur remet en perspective une approche du monde pensé dans l'horizon de la culture et celle du monde pensé dans l'horizon de la science et de la technique.

C'est un essai sur le changement, sur la métamorphose de nos sociétés et de notre conception de l'être humain sous l'influence de nos inventions. Il met en évidence l'importance d'élaborer un nouveau paradigme pour interpréter l'être et l'existence. L'auteur fait appel à la philosophie politique pour penser le système qui ramène au respect de la liberté et de l'égalité. Selon lui, la question de la technique est éminemment politique. Elle pose également un défi incontournable pour le politique dans la mesure où l'essor des technologies nouvelles ne peut être freiné. « Il nous faut plutôt aménager l'inévitable, c'est-à-dire la progression de la technique dans l'univers démocratique, de manière à ce que la société issue de cette impulsion puisse demeurer acceptable » (162). Ce nouvel humanisme doit s'appuyer sur la compréhension de l'être et non plus seulement sur la connaissance ou les savoirs comme à l'époque des Lumières (143).

L'auteur remet à l'avant-plan les contributions de Machiavel et de Montaigne, qui tous deux ont proposé des moyens pour dépasser les contraintes des transformations que vivaient leurs sociétés respectives. Pour Machiavel, l'idée du contrôle sur le social par la loi et le politique a la priorité, alors que pour Montaigne, la problématique de l'individu face à la compréhension et à la maîtrise de lui-même se révèle être le moyen le plus pertinent dans la quête de l'ordre et du bonheur.

Au coeur de l'essai trois thèses essentielles peuvent se résumer ainsi: 1) La révolution technique n'est pas achevée. C'est un phénomène inévitable dans l'intérêt des plus riches et de la majorité de l'humanité; 2) Cette révolution technique doit être réglementée pour éliminer la pratique d'un strict « eugénisme libéral »; 3) Les fondements de cette réglementation devraient être les formes d'un nouvel humanisme.

L'auteur apporte des précisions conceptuelles de base dont celle de révolution technique, d'humanisme et il établit la distinction entre la philosophie politique et la politique. Sa démarche intellectuelle privilégie une filiation historique depuis les classiques grecs jusqu'aux penseurs de la modernité. S'il utilise la notion de révolution technique, c'est pour souligner que nos découvertes scientifiques modernes portent la solution potentielle à la souffrance de l'existence. Il justifie ainsi son choix de terme : « Les révolutions, au sens que nous accordons à cette idée, prennent généralement forme dans un refus du passé au nom d'une certaine représentation de l'avenir. Au coeur de cette mobilisation des volontés vers le futur subsiste le désir de nous libérer de l'emprise – autrefois jugée providentielle – de la souffrance » (69).

Dans un premier temps, Daniel Jacques rappelle comment nous sommes passés historiquement de l'espérance du politique à celle de la technique. Il établit une filiation de faits dans l'histoire humaine jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle, période névralgique où s'est accomplie la subordination du politique à la technique. Depuis les années 1940, on assiste à la faillite des idéologies politiques traditionnelles au profit de l'idéologie de la communication. Cette thèse a été largement démontrée par des théoriciens de la cybernétique et de la communication dont Philippe Breton et Serge Proulx (*L'explosion de la communication* [Paris : La Découverte, 1989]). La foi marquée dans les découvertes scientifiques, dans leurs applications techniques ainsi que dans la diversité des usages sociaux qui en découlent, est venue renforcer l'idéologie technicienne. La technique prend la relève comme nouvelle forme de séparation saine entre la société et l'État, tout comme le promettait le libéralisme (63). On peut parler de la transmutation du projet technique en utopie démocratique et, pour y arriver, on utilise la vulgarisation scientifique, on nourrit l'imaginaire social par le biais de la littérature et du cinéma. L'imaginaire individuel et collectif est un espace de construction symbolique qui contribue largement au renforcement de cette représentation et consolide l'emprise de la technique sur nos vies. La mobilisation des esprits crée ainsi l'utopie de la révolution technique avec sa promesse de dépassement humain dans la quête de la perfection et du bonheur (98).

Par révolution technique l'auteur fait référence au « caractère propre d'une révolution qui aurait pour objectif de résoudre le problème humain par une maîtrise accrue des choses et des hommes selon les mêmes moyens. Pour qu'une telle révolution puisse

prendre place dans l'histoire, la réalité technique doit acquérir la dimension d'une utopie partagée » (14).

Cette réflexion nous renvoie à la problématique de l'inversion du rapport technoscientifique, qui est toujours objet de débat au sujet de l'idée de rupture entre la modernité et la post-modernité. La modernité postulait que l'individu, grâce à la technique, pourrait établir un rapport de contrôle sur le monde en calquant sur ce dernier le rapport des individus entre eux. Or, on observe une inversion où, cette fois, c'est plutôt le rapport de l'individu à la science et à la technique qui imprègne la culture, les savoir-faire et, je dirais, le savoir-être.

La rupture technoscientifique prend la relève et on voit la technique jouer un rôle de plus en plus important dans l'invention d'une nouvelle humanité. L'individu transfère sur l'univers des humains le contrôle qu'il exerce sur le monde scientifique et technique. La nature humaine devient de plus en plus une construction et l'individu négocie de façon constante les paramètres de son identité dans ses composantes biologiques, culturelles et politiques.

Les développements scientifiques et techniques au cours des siècles récents nous ont conduits à la fin de l'homme en tant qu'être naturel. L'individu est un être qui, sous l'influence de ses inventions, se construit toujours davantage en se réclamant de son libre-arbitre. L'individu négocie sa condition avec les nouveaux environnements qu'il crée, qui lui procurent des moyens supplémentaires agissant comme une extension de lui-même. Cet environnement le sculpte tout en reculant les limites biologiques, géographiques, culturelles à l'intérieur desquelles il était contraint. Voici que s'offre à lui la possibilité de se mouvoir au-delà des contraintes historiques. Nous sommes entrés dans la post-humanité. On réinvente l'individu, on l'anticipe supérieurement humain. Nos paradigmes scientifiques nous y dirigent. L'humanisme accompagne-t-il ces transformations majeures? Cette question, Daniel Jacques la pose et il rappelle avec acuité que « ...c'est cette volonté de dépassement de l'homme qui a incarné dans l'histoire moderne le refus le plus radical de la tradition humaniste » (133).

La prise de conscience des enjeux contemporains qu'apporte cet essai vient justifier l'importance à donner à nos nouveaux contextes de vie. Les environnements qu'on se donne, on le sait, travaillent souvent à notre insu. Churchill disait que nous façonnons notre environnement, nous lui donnons des formes et des structures et que par la suite ce sont elles qui nous sculptent, nous conditionnent (dans Edward T. Hall, *The Hidden Dimension* [New York : Doubleday, 1966], 106). De même, nous sommes réceptifs à l'environnement technique que nous créons autour de nous. Cet environnement est parfois très complexe et nous devance à maints égards, tout comme le formulait l'essayiste américain Thoreau à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Il résumait en ces termes notre problème de relation à nos inventions techniques; « we have become the tools of our tools. We invented a whole range of amazing machines, and now they are reinventing us. Ironically, the more sophisticated they have become, the more primitive we have become; the more active they are, the more passive we are, and the real world recedes more and more » (dans Ian I. Mitroff et Warren Bennis, *The Unreality Industry : The Deliberate Manufacturing of Falsehood and What It is Doing to Our Lives* [Oxford : Oxford University Press, 1993], 21).

L'analyse de l'auteur nous rappelle qu'il faut nous diriger dans cette posthumanité avec circonspection. La posthumanité positionne la fin du destin biologique de l'individu. Hannah Arendt (*Condition de l'Homme moderne* [Paris : Calman-Lévy, 1983]) énonçait que nous étions des « inventions humaines » façonnées par la culture et le politique. On ne naît humain que par le corps; on le devient par l'extra-biologique, c'est-à-dire par la culture. Cet énoncé n'est pas sans rappeler les propos du réputé oncoloque David Khayat qui voit dans les limites de la science les limites de la culture.

Dans le contexte contemporain, le rappel de Daniel Jacques sur notre devoir d'humanité n'est certainement pas inutile par rapport à notre instinct d'inhumanité



(132-33). Ce devoir est à la base de notre singularité. Pour établir l'équilibre entre nos découvertes scientifiques et la culture, il propose un humanisme articulé autour de la compassion comme moyen de parer à la barbarie qui peut naître de la stricte compétence technique. La compassion serait le pré-requis fondamental pour une révolution technique juste et bonne tout en précisant la limite de l'agir humain.

Une question demeure : avons-nous encore le contrôle de nos outils ou sommes-nous en voie de devenir des « barbares techniquement compétents »?

L'originalité de l'essai tient dans la sélection des éléments critiques retenus pour développer l'analyse et justifier le rappel au devoir d'humanité. Le sujet est traité en profondeur et met en relief la filiation intellectuelle qui existe en anthropologie, en sociologie et en communication pour parler du rapport que les individus entretiennent entre eux et avec la technique. Les hypothèses essentielles du débat sont formulées à partir d'un positionnement face à l'histoire, à la technique et à l'imaginaire.

La lecture de cet essai remet à l'avant-plan des dimensions essentielles qui ne sont toutefois pas abordées. Ainsi, l'auteur ne suggère pas de piste quant à la manière dont ce nouvel humanisme pourrait être intégré dans une réglementation ni même sur le moyen de rendre cette dernière opératoire dans les domaines stratégiques identifiés, tels que la génomique, la bio-informatique, les neurosciences ainsi que les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

On parle d'un nouvel humanisme souhaitable, mais comment le penser et le réaliser alors qu'il n'existe pas de gouvernance mondiale malgré la prégnance du phénomène de mondialisation? On ne précise pas les limites de la philosophie politique ni celles des régimes politiques dans le dépassement des écueils inévitables dans l'implantation de cette réglementation souhaitée. L'intérêt de cet essai tient à son objectif de conscientisation par rapport à des enjeux contemporains incontournables et au fait qu'il appelle à l'engagement des intellectuels, des scientifiques et des penseurs du politique.

LISE BOILY *Université d'Ottawa*

### **Cyberdémocratie. Essai de philosophie politique.**

Pierre Lévy

Paris : Éditions Odile Jacob, 2002, 283 p.

Ce livre est celui d'un philosophe chez qui les nouvelles technologies de l'information et de la communication, et plus particulièrement l'expansion du World Wide Web, n'éveillent ni crainte ni nostalgie. Pour ceux et celles qui le connaissent, et qui sont certainement nombreux puisque l'auteur publie beaucoup, le nom de Pierre Lévy est au contraire immédiatement associé au monde de l'informatique, du virtuel, du cyberspace... Cyberdémocratie, comme l'indiquent clairement aussi bien le titre que le sous-titre de l'ouvrage, s'intéresse plus spécifiquement à la dimension politique de ce cyberspace.

L'ouvrage, comme le précise l'avant-propos, se veut « une synthèse des transformations que la montée de l'Internet provoque dans la vie démocratique, de l'échelon régional à l'échelle mondiale » (9). Cette synthèse n'est cependant pas présentée sur le ton de la neutralité puisque l'auteur précise rapidement que son propos comporte aussi une part d'« utopie » et qu'il repose sur des convictions, celles par exemple de « croire au progrès » (14) et de souscrire à l'« évolutionnisme culturel » (16). Évoquant les fréquents « reproches » que lui a valus ce genre de convictions, notamment de la part de ses « détracteurs » qui souscrivent à « la vulgate postmoderne et nihiliste du soupçon » (15), il persiste avec ce « plaidoyer pour un gouvernement mondial cyberdémocratique » (13). Il précisera d'ailleurs, à mi-chemin de son argumentation, que la « cyberdémocratie » représente à ses yeux un « stade supérieur » (137) de la démocratie.

Le livre comporte six chapitres auxquels s'ajoutent une introduction et une bibliographie. Même s'il n'est pas divisé en parties, c'est principalement dans la pre-

mière moitié de l'ouvrage que se concentre l'effort de synthèse annoncé en avant-propos, la seconde mettant pour sa part l'accent sur la présentation des postulats théoriques et sur la réflexion philosophique qui sert de fondement aux thèses de l'auteur. Cette réflexion porte sur plusieurs thèmes, ceux par exemple de la « réconciliation de la démocratie et du marché », de la « transparence de l'État », de « la séparation de la culture et de l'État » ou de l'« éthique de l'intelligence collective ». Le tout, bien sûr, prend place dans le contexte du développement de la cyberdémocratie.

L'introduction et les premiers chapitres de l'ouvrage proposent une foule d'informations factuelles sur le World Wide Web qui sont interprétées sous l'angle de leur teneur ou de leur impact politique. Ces informations sont regroupées par thèmes : « libération de la parole », « communautés virtuelles », « collectivités ingénieuses », « gouvernement électronique », « vote par Internet », etc. L'auteur ajoute à ces informations, et ce après avoir abordé chacun des thèmes, plusieurs listes commentées de « références Web » qu'il juge pertinentes. Comme il l'avait annoncé dès le début de l'ouvrage, l'auteur ne se contente jamais de présenter et de décrire les faits. Il s'emploie également à démontrer que ces derniers contribuent au progrès de la démocratie. Il lui arrive à l'occasion de déplorer tel ou tel phénomène, par exemple la cyberpornographie ou la cyberpropagande (à noter que ces termes ne sont pas ceux employés par Lévy), mais ses commentaires sont en large majorité favorables – et souvent même très enthousiastes – à l'égard de l'expansion du cyberspace et de son impact politique. Il se réjouit de voir que nous sommes de plus en plus nombreux à pouvoir participer à la « montée de toutes les libertés » (31), allant même jusqu'à annoncer que : « Les dictatures tomberont au rythme de l'expansion de la cyberculture » (72).

À ceux qu'un tel enthousiasme étonnerait, il faut préciser que l'auteur attribue une importance de premier plan au développement technologique et à son rôle dans l'évolution de l'humanité. Il n'est pas le premier à le faire, si l'on pense par exemple aux travaux d'auteurs comme Innis ou McLuhan, mais il adhère sans réserve à ce type d'analyses. Tout en précisant, et à plusieurs reprises dans l'ouvrage, qu'il n'est pas « déterministe », il propose néanmoins une représentation de l'évolution humaine dans laquelle les techniques et technologies de la communication jouent un rôle extrêmement important. Cette grille de lecture traverse l'ensemble de l'ouvrage. Une synthèse de cette grille est présentée sous la forme d'un tableau résumant les principales caractéristiques attribuées à chacune des « civilisations » identifiées, celles « de l'oralité, de l'écriture, de l'alphabet, de l'imprimerie et du cyberspace » (247).

L'influence de cette grille de lecture se fait sentir presque constamment dans les « analyses » de l'auteur. Son poids, chose certaine, est démesuré par rapport à celui de grilles de lecture plus couramment utilisées par les théoriciens et les praticiens des sciences sociales. Bien des politologues et des sociologues sursauteront sans doute en prenant connaissance des propos que tient l'auteur au sujet de réalités aussi diverses que la dictature et le totalitarisme, les relations publiques et le journalisme, la concentration des entreprises de communication, la standardisation, la mondialisation et l'antimondialisation, l'intégration internationale des polices, les liens entre le commerce et la démocratie... Ceux d'entre eux qui ont un penchant pour la « vulgate postmoderne » seront peut-être étonnés d'apprendre, par exemple, que : [...] les deux forces du monde contemporain qui sont créditées de la plus grande capacité d'action, le gouvernement américain et les multinationales, sont aussi les plus transparentes » (p. 43) ou que : « Dans la cyberculture, le gouvernement est un marché » (117).

Les derniers chapitres de l'ouvrage sont, si l'on peut dire, d'un propos plus philosophique. L'auteur y reprend ses postulats en les approfondissant et en s'employant, de façon moins systématique que dans la première moitié de l'ouvrage, à illustrer leur pertinence pour la description et la compréhension de la cyberdémocratie. La part de l'« utopie » assumée par l'auteur prend ici une place plus qu'importante et les potentialités du cyberspace deviennent, à ses yeux, prometteuses au point de permettre à

« l'utopie marxienne » et à « l'utopie libérale » de se rejoindre. Si l'État est appelé à rester, ce n'est pas principalement sous la forme de l'« État-nation », mais plutôt sous celle d'un « État universel, miroir de l'intelligence collective », un État dont les « juges représenteront le principal corps de fonctionnaires » (207). Si le concept de « nation » a un avenir, c'est à condition de se délester de sa dimension territoriale. À terme, on pourrait bien voir apparaître un « État mondial » qui serait l'expression d'un « peuple à venir » constitué de « l'ensemble de l'humanité » (240). Ces considérations paraîtront peut-être difficiles à accueillir pour les héritiers de Machiavel qui, en reprenant les termes de l'auteur, ont le profil du « sorcier » féru de « réalisme », mais c'est d'abord au « magicien » que l'utopiste Pierre Lévy s'adresse dans les derniers chapitres de son ouvrage. Les « magiciens », dit-il, sont des « idéalistes » qui « refusent le combat » : « À la politique de "force contre force" des sorciers, les magiciens substituent une politique cognitive » (262).

Cette recension, et cela est sans doute inévitable, ne reflète qu'en partie et donc de manière probablement infidèle le contenu de l'ouvrage. Ce dernier, particulièrement les premiers chapitres, regroupe une multitude d'informations intéressantes sur le cyberspace et propose plusieurs pistes de réflexion prometteuses sur le thème de la cyberdémocratie. Par ailleurs, la part d'« utopie » que l'auteur assume volontiers teinte l'ensemble de ses « analyses » et de ses conclusions. Elle l'amène à tenir sur le thème de la cyberdémocratie un discours qui laisse très peu de place à l'examen critique. Même si l'auteur soulève de nombreuses questions et s'il évoque à l'occasion le malaise qu'inspirent certaines d'entre elles à ceux qui ne partagent pas son enthousiasme à l'égard du cyberspace, ces questions font souvent l'objet d'un traitement assez sommaire. Sa foi dans l'« évolutionnisme culturel » et dans les potentialités du cyberspace l'amène à traiter avec une certaine ingénuité de questions graves et complexes (par exemple, l'incidence du poids des intérêts économiques dans l'expansion du cyberspace, l'intégration des polices au profit d'une soi-disant sécurité collective ou le rôle des juges dans l'exercice du pouvoir démocratique).

En définitive, le contraste est frappant, dans cet ouvrage, entre, d'une part, le caractère presque anecdotique de certaines des illustrations visant à persuader le lecteur des vertus démocratiques du cyberspace et, d'autre part, le niveau d'abstraction auquel ce même lecteur est convié pour accéder à la compréhension de l'« éthique de l'intelligence collective » proposée par Pierre Lévy. On reste sur l'impression qu'un vide sépare ces deux propos. Il appartient sans doute aux sciences sociales de combler ce vide, en continuant à s'efforcer de mieux comprendre – de façon à la fois théorique et empirique – comment les individus et les collectivités évoluent effectivement au sein de ce cyberspace et comment ils pourraient apprendre à mieux en tirer parti.

DANIEL TREMBLAY *Université du Québec en Outaouais*

## Notices / Avis

### **Nominations for Officers of the Canadian Political Association**

In accordance with the provisions of article 8.2 of the Constitution of the Canadian Political Science Association, the Nominating Committee invites nominations for the following positions on the Board of Directors: President-elect and five (5) Members-at-Large.

*You are reminded that each nomination requires the signatures of two proposers and that it must be accompanied by a statement of acceptance signed by the nominee, as well as by the nominee's 100-word curriculum vitae.*

All participants in these procedures must be paid-up members of the Association. You are further reminded that voting is by mail ballot.

Nominations must be received before *November 15, 2004* by the Secretary-Treasurer, Canadian Political Science Association, Suite 204, 260 Dalhousie Street, Ottawa, Ontario K1N 7E4.

### **Conseil d'administration de l'Association canadienne de science politique : mises en candidatures**

Selon l'article 8.2 de la Constitution, le Comité des candidatures invite les membres de l'Association canadienne de science politique à proposer des candidat(e)s aux postes suivants au Conseil d'administration : Président(e)-désigné(e) et cinq (5) conseillers(ères).

*Il faut que chaque candidature soit accompagnée de la signature de deux membres, d'un avis d'acceptation signé par la personne nommée, ainsi que du curriculum vitae de celle-ci d'environ 100 mots.*

Pour être candidat(e) ou pour présenter une candidature, il faut être membre en règle de l'Association. Veuillez prendre note que l'élection se fera par courrier.

Les mises en candidatures doivent parvenir d'ici le *15 novembre 2004*, au Secrétaire-trésorier, Association canadienne de science politique, Bureau 204, 260, rue Dalhousie, Ottawa, Ontario K1N 7E4.